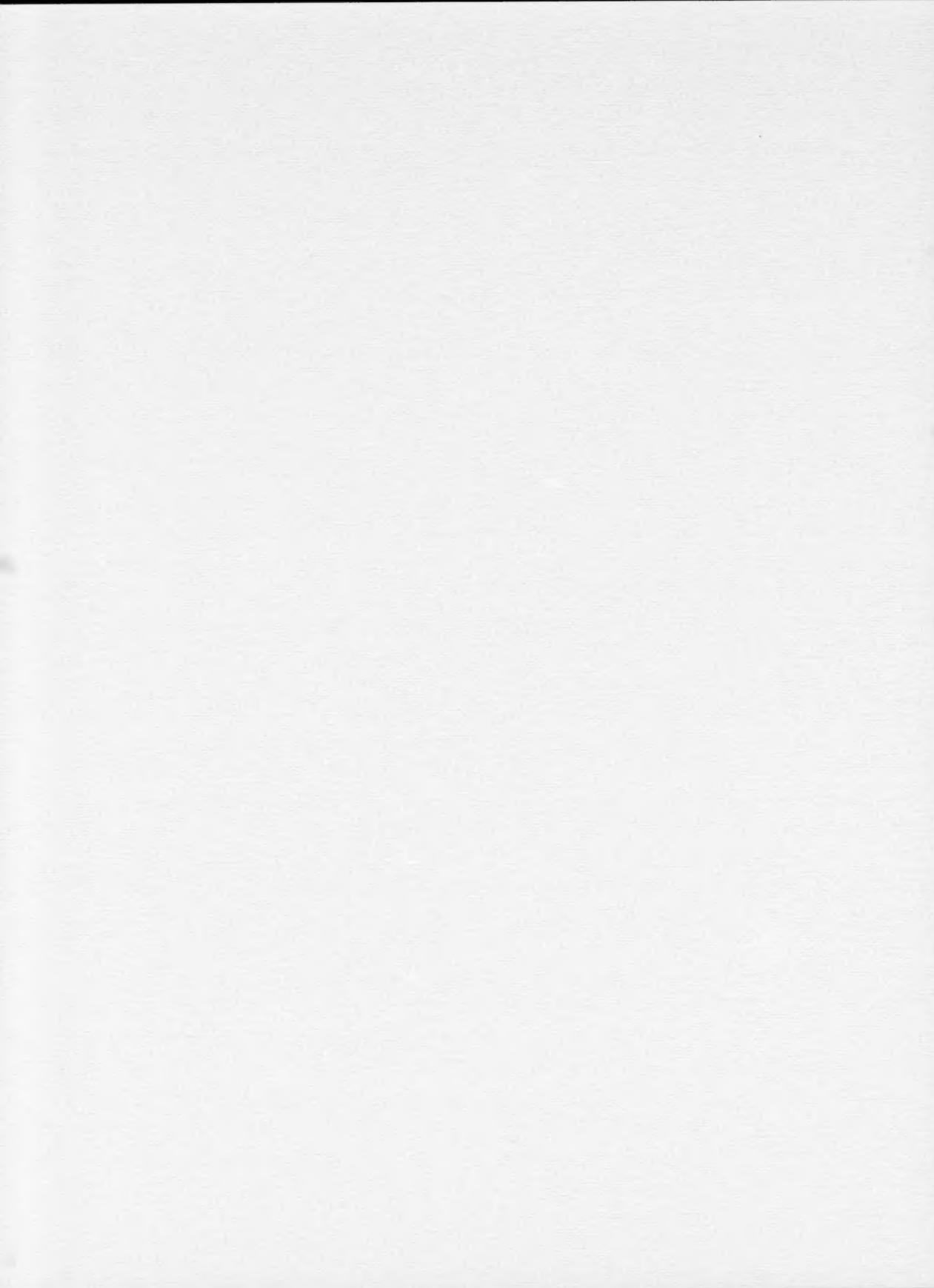


Rapport annuel 2013-2014

Commission du droit d'auteur du Canada





Copyright Board
Canada



Commission du droit d'auteur
Canada

Le 31 août 2014

L'honorable James Moore, c.p., député
Ministre de l'Industrie
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre pour dépôt au Parlement, conformément à l'article 66.9 de la *Loi sur le droit d'auteur*, le vingt-sixième rapport annuel de la Commission du droit d'auteur du Canada pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2014.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Vice-président et premier dirigeant,

Claude Majeau

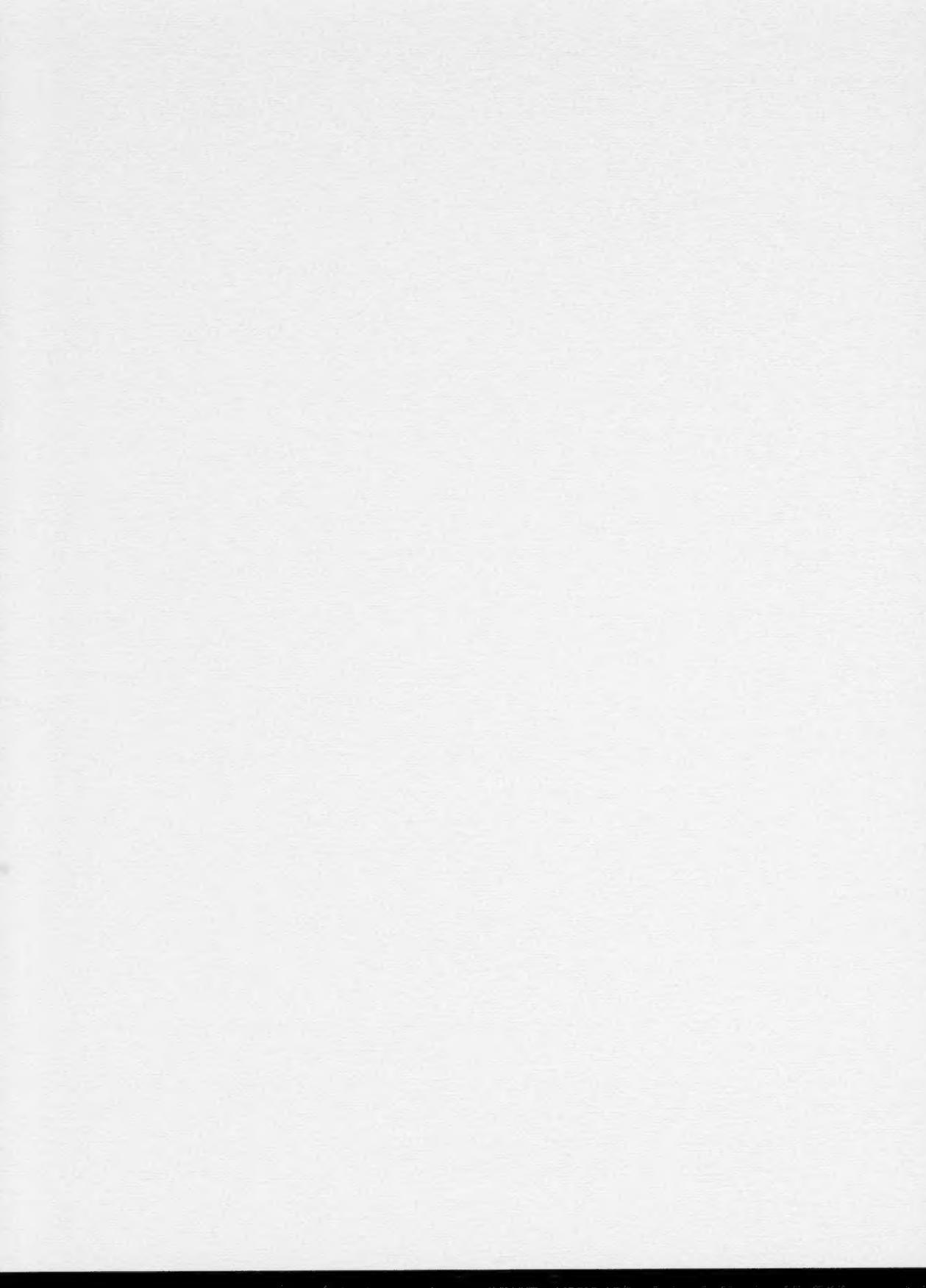


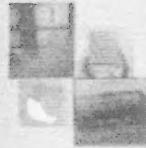
Table des matières



MESSAGE DU PRÉSIDENT	5
MANDAT DE LA COMMISSION.....	7
CONTEXTE OPÉRATIONNEL.....	8
RÉGIE INTERNE DE LA COMMISSION.....	11
GESTION COLLECTIVE DU DROIT D'AUTEUR	13
TARIFS PROPOSÉS PAR LES SOCIÉTÉS DE GESTION	16
DEMANDES D'ARBITRAGE.....	18
AUDIENCES	19
DÉCISIONS	20
TITULAIRES DE DROITS D'AUTEUR INTROUVABLES	31
INSTANCES JUDICIAIRES	32
ENTENTES DÉPOSÉES AUPRÈS DE LA COMMISSION.....	42



Commissaires et personnel de la Commission



au 31 mars 2014

Président : L'honorable William J. Vancise, c.r.

Vice-président et premier dirigeant : M^e Claude Majeau

Commissaire : M^e J. Nelson Landry

Secrétaire général : Gilles McDougall

Avocat(e)s-conseil : M^e Sylvain Sudet
M^e Valérie Demers

Avocat : M^e Marko Zatowkaniuk

Directeur de l'analyse et de la recherche : Raphaël Solomon

Analyste économique : Marjolaine Jarry

Greffière principale par intérim : Maryse Choquette

Greffier(ère)s adjoint(e)s : Nadia Campanella
Roch Levac

Agents au greffe : Sid J. Bateman
Tina Lusignan

Gestionnaire, Services ministériels : Nancy Laframboise

Adjointe aux finances et à l'administration : Denise Guénette

Agent au soutien technique : Michel Gauthier

Message du président



J'ai le plaisir de présenter le rapport annuel 2013-2014 de la Commission du droit d'auteur du Canada. Il rend compte des activités menées par la Commission au cours de l'année pour s'acquitter de son mandat de fixer des redevances justes et équitables tant pour les titulaires de droits que pour les utilisateurs d'œuvres protégées par le droit d'auteur.

En 2013-2014, la Commission a tenu deux audiences à l'égard de la diffusion d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores par les stations de radio commerciales, et de la communication au public et la reproduction d'œuvres musicales par les services de musique en ligne. Ces deux audiences ont occupé une large part du temps de la Commission.

De plus, la Commission a rendu un total de sept décisions, finales ou provisoires. Deux de ces décisions avaient trait au tarif pour les vidéocopies de la Société du droit de reproduction des auteurs, compositeurs et éditeurs au Canada (un tarif provisoire et un réexamen). Une décision portait sur un tarif provisoire d'*Access Copyright* autorisant la reproduction dans les écoles élémentaires et secondaires. Une autre avait trait à la Société canadienne de gestion des droits éducatifs dans laquelle la Commission a modifié le tarif existant en éliminant les dernières années du tarif afin de permettre à la société de gestion de liquider ses opérations. Une autre décision portait sur la copie privée et deux décisions, l'une finale et l'autre provisoire, portaient sur la retransmission de signaux éloignés.

Toutes ces décisions sont résumées dans le présent rapport, de même que les décisions des instances judiciaires à l'égard de décisions de la Commission, et en particulier celles de la Cour d'appel fédérale.

La Commission a également délivré neuf licences en vertu des dispositions de la *Loi sur le droit d'auteur* qui permettent l'utilisation d'œuvres publiées lorsque les titulaires de droits d'auteur sont introuvables. Le personnel de la Commission a également fourni de l'aide à de nombreux individus et organisations requérant une licence pour retrouver les titulaires de droits, facilitant ainsi l'utilisation d'œuvres publiées.

J'ai été invité à représenter la Commission au 21^e congrès annuel sur le droit et la politique de la propriété intellectuelle à l'université Fordham et eu le plaisir d'intervenir durant une discussion des dispositions canadiennes de la *Loi* à l'égard des titulaires introuvables, en décrivant comment la Commission les administre efficacement.

Il s'agit de mon dernier rapport annuel en tant que président de la Commission du droit d'auteur. J'aurai été président pendant dix ans, une période au cours de laquelle la Commission a été appelée à traiter et décider de nombreuses questions nouvelles et inédites à l'égard par exemple de la radio par satellite, de la musique en ligne et d'une variété d'autres questions liées à l'utilisation de la musique sur Internet. La Commission a également été à l'avant-plan de plusieurs, sinon toutes les questions qui ont ultimement fait l'objet de décisions de la Cour Suprême en juillet 2012.





Durant mon mandat, la charge de travail de la Commission s'est accrue substantiellement, comme en témoigne la valeur des tarifs homologués par la Commission qui dépasse maintenant largement les 400 millions de dollars, sans qu'il y ait d'accroissement correspondant de budget. Les processus menant aux décisions sont devenus plus complexes à gérer, le personnel de la Commission ayant eu à traiter un nombre croissant de requêtes pour régler des litiges sur des questions de preuve. La Commission a établi un Comité de travail sur les opérations, procédures et processus de la Commission du droit d'auteur, formé d'avocats expérimentés, dont le mandat est de formuler des propositions qui simplifieront les processus et diminueront le fardeau des participants à ces processus. Ces changements toutefois ne devraient pas réduire la charge de travail de la Commission de manière significative.

La Commission et ses employés s'efforcent de rendre des décisions en temps opportun dans un contexte d'augmentation constante du nombre et de la complexité des questions, autant économiques que juridiques, qui lui sont soumises. Cela est toutefois devenu un défi dans un contexte où le manque de ressources de la Commission, reconnu par plusieurs intervenants, nous a empêchés de procéder à l'embauche du personnel nécessaire pour traiter de ces questions.

Je tiens à souligner que c'est seulement grâce à l'aide du personnel professionnel et de soutien que nous arrivons à faire face aux exigences imposées à la Commission et à rendre autant de décisions dans un délai raisonnable. La Commission a le privilège de pouvoir compter sur des employés dévoués et compétents et, grâce à eux, la notion de service public prend tout son sens. Leur expertise et leur éthique de travail permettent à la Commission de bien mener ses travaux.

En conclusion, je tiens à remercier les commissaires de la Commission, anciens et actuels, pour leur appui et professionnalisme, sans lesquels il aurait été impossible d'effectuer le travail de la Commission. En particulier, j'aimerais souligner le dévouement de M^e Claude Majcau pour les services et l'appui à mon égard et à l'égard de tous les commissaires de la Commission durant son mandat, initialement en tant que secrétaire général puis comme vice-président et premier dirigeant de la Commission.

L'honorable William J. Vancise, c.r.

Mandat de la Commission



Créée le 1^{er} février 1989, la Commission du droit d'auteur du Canada (la « Commission ») a succédé à la Commission d'appel du droit d'auteur. La Commission est un organisme de réglementation économique investi du pouvoir d'établir, soit de façon obligatoire, soit à la demande d'un intéressé, les redevances à verser pour l'utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur, lorsque la gestion de ce droit est confiée à une société de gestion collective. Par ailleurs, la Commission exerce un pouvoir de surveillance des ententes intervenues entre utilisateurs et sociétés de gestion, délivre elle-même certaines licences lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable, et peut établir l'indemnité à verser par un titulaire de droits à un utilisateur lorsque l'entrée en vigueur d'un nouveau droit risque de porter préjudice à ce dernier.

La *Loi sur le droit d'auteur* (la « Loi ») exige que la Commission homologue des tarifs dans les domaines suivants : l'exécution ou la communication publique d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores d'œuvres musicales, la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio, la reproduction d'émissions de radio et de télévision par les établissements d'enseignement, et la copie privée. Dans les autres domaines où les droits sont gérés collectivement, la Commission peut, à la demande d'une société de gestion collective, homologuer un tarif. Sinon, la Commission peut agir à titre d'arbitre entre la société et l'utilisateur, si ceux-ci ne peuvent s'entendre sur les modalités d'une licence.

Les responsabilités de la Commission en vertu de la *Loi* sont de :

- homologuer les tarifs pour
 - l'exécution publique et la communication au public par télécommunication d'œuvres musicales et d'enregistrements sonores;
- l'accomplissement de tout acte protégé mentionné aux articles 3, 15, 18 et 21 de la *Loi*, tel que la reproduction d'œuvres musicales, d'enregistrements sonores, de prestations et d'œuvres littéraires;
- la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio, ou pour la reproduction et l'exécution publique par des établissements d'enseignement, à des fins pédagogiques, d'émissions ou de commentaires d'actualité et toute autre émission de télévision et de radio;
- fixer les redevances pour la copie pour usage privé d'œuvres musicales enregistrées;
- fixer les redevances payables par un utilisateur à une société de gestion, s'il y a mésentente sur les redevances ou sur les modalités afférentes;
- se prononcer sur des demandes de licences non exclusives pour utiliser une œuvre publiée, la fixation d'une prestation, un enregistrement sonore publié ou la fixation d'un signal de communication dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable;
- examiner les ententes conclues entre une société de gestion et un utilisateur et déposées auprès de la Commission par une partie, lorsque le Commissaire de la concurrence estime que l'entente est contraire à l'intérêt public;
- être dépositaire des ententes avec les sociétés de gestion déposées par une des parties à l'entente dans les quinze jours suivant leur conclusion;
- fixer l'indemnité à verser par un titulaire de droit d'auteur à une personne pour qu'elle cesse d'accomplir des actes protégés suite à l'adhésion d'un pays à la *Convention de Berne*, à la *Convention universelle* ou à l'*Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce*, mais qui ne l'étaient pas au moment où ils ont été accomplis;
- à la demande du ministre de l'Industrie, effectuer toute étude touchant ses attributions.



Contexte opérationnel



Survol historique

C'est en 1925 que la première société canadienne de gestion du droit d'exécution publique, la *Canadian Performing Rights Society* (CPRS), une filiale de la PRS anglaise, a été mise sur pied. En 1931, la *Loi* était modifiée à plusieurs égards. L'obligation d'enregistrer toutes les cessions de droits était abolie. En lieu et place, obligation était faite à la CPRS de produire une liste des titres de toutes les œuvres faisant partie de son répertoire et de déposer des tarifs auprès du ministre. Ce dernier pouvait mettre en branle un processus d'examen des activités de la CPRS s'il était d'avis que le comportement de la société allait à l'encontre de l'intérêt public. Après une telle enquête, le gouvernement avait le pouvoir d'établir les droits que la société pourrait percevoir.

Deux enquêtes ont été tenues, en 1932 et en 1935. La seconde a recommandé la mise sur pied d'un organisme chargé d'examiner les tarifs pour l'exécution publique de la musique sur une base continue et avant qu'ils entrent en vigueur. En 1936, une modification à la *Loi* a créé la Commission d'appel du droit d'auteur.

La Commission du droit d'auteur du Canada a pris en charge les compétences de la Commission d'appel du droit d'auteur le 1^{er} février 1989. Sous réserve de modifications mineures, on a reconduit le régime régissant l'exécution publique de la musique. La nouvelle Commission s'est vue attribuer deux autres domaines de compétence : la gestion collective de droits autres que le droit d'exécution d'œuvres musicales et l'octroi de licences pour l'utilisation d'œuvres publiées dont le titulaire du droit d'auteur est introuvable.

Plus tard la même année, la *Loi de mise en œuvre de l'Accord de libre-échange Canada-États-Unis* confiait à la Commission la tâche d'établir le montant des redevances à verser pour le nouveau régime de licence obligatoire visant les œuvres retransmises sur des signaux éloignés de radio et de télévision, ainsi que celle de répartir ces redevances.

Le projet de loi C-32 (*Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur*), dont la sanction royale a été donnée le 25 avril 1997, a fait en sorte que la Commission est également responsable de l'établissement de tarifs pour l'exécution publique et la communication au public par télécommunication d'enregistrements sonores d'œuvres musicales, au bénéfice des artistes-interprètes et des producteurs de ces enregistrements (« les droits voisins »), de l'établissement de tarifs pour la copie pour usage privé d'œuvres musicales enregistrées, au bénéfice des titulaires de droits sur les œuvres, les prestations enregistrées et les enregistrements sonores (« le régime de la copie privée ») et de l'établissement de tarifs pour l'enregistrement (*off-air taping*) et l'utilisation d'émissions de radio et de télévision à des fins pédagogiques (« les droits éducatifs »).

La *Loi sur la modernisation du droit d'auteur* (projet de loi C-11) a reçu la sanction royale le 29 juin 2012; plusieurs de ses dispositions sont entrées en vigueur le 7 novembre 2012. Cette législation, qui ne modifie pas le mandat de la Commission ou sa façon de fonctionner, crée de nouveaux droits et exceptions qui auront une incidence sur son travail.

L'entrée en vigueur de nouveaux droits de distribution et de mise à disposition pour les auteurs, les artistes-interprètes et les





producteurs d'enregistrements sonores pourraient influencer certains tarifs et licences existants et futurs, tout comme l'ajout de l'éducation, de la parodie et de la satire comme fins admissibles à l'exception d'utilisation équitable. Les exceptions, nouvelles ou modifiées, visant entre autres le contenu non commercial généré par l'utilisateur, la reproduction à des fins privées, la copie d'émissions pour écoute ou visionnement en différé, les copies de sauvegarde, les copies éphémères faites par des entreprises de radiodiffusion et certaines activités par les établissements d'enseignement pourraient également toutes avoir une incidence sur certaines utilisations qui sont ou qui pourraient être assujetties à des tarifs de la Commission.

Les pouvoirs généraux de la Commission

La compétence de la Commission porte sur des aspects de fond et de procédure. Certains pouvoirs lui sont attribués dans la *Loi*, de façon expresse; d'autres lui sont reconnus implicitement par la jurisprudence.

Règle générale, la Commission tient des audiences. Elle peut aussi procéder par écrit pour éviter à un petit utilisateur les dépenses additionnelles qu'entraînerait la tenue d'audiences. On dispose aussi, sans audience, de certaines questions préliminaires ou intérimaires. Jusqu'à maintenant, la Commission n'a pas tenu d'audiences pour traiter d'une demande de licence d'utilisation d'une œuvre dont le titulaire de droits d'auteur est introuvable. L'information pertinente est obtenue par écrit ou au moyen d'appels téléphoniques.

Le processus d'examen est toujours le même. Un tarif prend effet un premier janvier. Au plus tard le 31 mars précédent, la société de gestion doit déposer un projet de tarif, que la Commission fait paraître dans la *Gazette du Canada*. Les utilisateurs visés par le projet (ou dans le cas de la copie privée, toute personne intéressée) ou leurs représentants peuvent s'opposer au projet dans les soixante jours de sa parution. La société de gestion et les opposants présentent leurs arguments oraux et écrits. Après délibération, la Commission homologue le tarif, le fait paraître dans la *Gazette du Canada* et fait connaître par écrit les motifs de sa décision.

Les principes et contraintes qui influencent les décisions de la Commission

Plusieurs balises viennent encadrer le pouvoir d'appréciation de la Commission. La source de ces contraintes peut être externe : loi, règlements et décisions judiciaires. D'autres lignes de conduite sont établies par la Commission elle-même, dans ses décisions.

Les décisions de justice ont pour une large part défini le cadre juridique à l'intérieur duquel la Commission exerce son mandat. Pour la plupart, ces décisions portent sur des questions de procédure ou appliquent les principes généraux du droit administratif aux circonstances particulières de la Commission. Cela dit, les tribunaux judiciaires ont aussi établi plusieurs principes de fond auxquels la Commission est soumise.





La Commission dispose aussi d'une mesure importante d'appréciation, particulièrement lorsqu'il s'agit de questions de fait ou d'opportunité. Dans ses décisions, la Commission a elle-même mis de l'avant certains principes directeurs. Ils ne lient pas la Commission. On peut les remettre en question à n'importe quel moment, et le fait pour la Commission de se considérer liée par ceux-ci constituerait une contrainte illégale de sa discrétion. Ces principes servent quand même de guide tant pour la Commission que pour ceux qui comparaissent devant elle. Sans eux, on ne saurait aspirer au minimum de cohérence essentielle à tout processus décisionnel.

Parmi les principes que la Commission a ainsi établis, certains des plus constants sont : la cohérence interne des tarifs pour l'exécution publique de la musique; les aspects pratiques tels que la facilité d'administration afin d'éviter d'avoir recours à des structures tarifaires dont la gestion serait difficile dans un marché donné; la recherche de pratiques non discriminatoires; l'usage relatif d'œuvres protégées; la prise en compte de la situation canadienne; la stabilité dans l'établissement de structures tarifaires afin d'éviter de causer un préjudice; ainsi que les comparaisons avec des marchés de substitution et avec des marchés étrangers.

Régie interne de la Commission



Les commissaires sont nommés par le gouverneur en conseil à titre inamovible pour un mandat d'au plus cinq ans, renouvelable une seule fois.

La *Loi* précise que le président doit être un juge, en fonction ou à la retraite, d'une cour supérieure, d'une cour de comté ou d'une cour de district. Celui-ci dirige les travaux de la Commission et répartit les tâches entre les commissaires.

La *Loi* désigne le vice-président comme le premier dirigeant de la Commission. À ce titre, il assure la direction de la Commission et contrôle la gestion de son personnel.

Président



L'honorable William J. Vancise, c.r., juge à la retraite de la Cour d'appel de la Saskatchewan, a été nommé président de la Commission à temps partiel en mai 2004. Son mandat a été reconduit en 2009 pour cinq ans. L'honorable William J. Vancise est entré en

fonction à la Cour du Banc de la Reine en 1982 puis en novembre 1983, à la Cour d'appel de la Saskatchewan, où il a siégé jusqu'à sa retraite en janvier 2013. En 1996, il a été nommé juge de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest. Bachelier en droit de l'Université de la Saskatchewan en 1960, il a été admis au Barreau de la Saskatchewan en 1961. D'abord associé chez Balfour and Balfour en 1961, il a été nommé partenaire chez Balfour, McLeod, McDonald, Laschuk and Kyle en 1963, cabinet dont il est devenu l'associé directeur en 1972. L'honorable William J. Vancise a reçu le titre de conseiller de la Reine en 1979.

Vice-président et premier dirigeant



Mme Claude Majeau a été nommée vice-présidente et premier dirigeant à temps plein en août 2009 pour un mandat de cinq ans. Avant sa nomination, il occupait le poste de Secrétaire général de la Commission du droit d'auteur depuis 1993.

Avant de se joindre à la Commission, Mme Majeau a travaillé au ministère des Communications du Canada de 1987 à 1993 à titre de directeur (Communications et Culture) pour la région du Québec. De 1984 à 1987, il a été chef de cabinet du Sous-ministre du même ministère. Avant 1984, Mme Majeau a occupé divers postes ayant trait aux industries culturelles et des communications et à la politique publique. Mme Majeau a obtenu un baccalauréat en droit (LL.B.) de l'Université du Québec à Montréal en 1977. Il est également membre du Barreau du Québec depuis 1979.





Commissaire



M^e J. Nelson Landry a été nommé en février 2010 comme commissaire à temps partiel pour cinq ans. M^e Landry agit depuis 2001 comme arbitre en noms de domaine pour l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI).

De 2002 à 2005, il a été instructeur pour le cours de formation d'agent de brevets –

Contrefaçon et validité à l'Institut canadien de la propriété intellectuelle. En 2003, il a donné un cours de Gestion de la propriété intellectuelle au niveau MBA aux Hautes Études Commerciales de l'Université de Montréal et de 1969 à 2002, M^e Landry était avocat au cabinet Ogilvy Renault dont il a pris sa retraite comme associé principal en 2002. M^e Landry est diplômé de l'Université de Montréal où il a obtenu un baccalauréat ès arts en 1959 et un baccalauréat ès sciences en 1965. Il a également été diplômé en droit civil à l'Université McGill en 1968 et est membre du Barreau du Québec depuis 1969.

Note : Des renseignements détaillés concernant les ressources de la Commission, y compris son budget des dépenses, figurent dans son Rapport sur les plans et priorités pour 2013-2014 (Partie III du Budget des dépenses) et dans son Rapport de rendement pour 2013-2014. Ces documents sont ou seront sous peu affichés sur le site Web de la Commission (www.cb-cda.gc.ca).



Gestion collective du droit d'auteur



La gestion collective du droit d'auteur au Canada est soutenue par plusieurs sociétés de gestion collective. Ces sociétés de gestion sont des organisations qui administrent les droits de plusieurs ayants droit. Elles peuvent accorder des permissions d'utiliser leurs œuvres et en établir les conditions d'utilisation. Certaines sociétés de gestion sont affiliées à des sociétés étrangères, ce qui leur permet de représenter également les ayants droit étrangers.

La Commission réglemente les sociétés de gestion collective canadiennes selon un des régimes réglementaires suivants.

Exécution publique de la musique

Le régime prévu aux articles 67 et suivants de la *Loi* s'applique à l'exécution publique ou la communication au public par télécommunication de la musique. La musique fait l'objet d'une exécution publique lorsqu'elle est chantée ou jouée dans un endroit public, soit dans une salle de concert, un restaurant, un stade de hockey, sur la place publique ou ailleurs. La musique est communiquée au public par télécommunication lorsqu'elle est transmise à la radio, à la télévision (incluant par câble et satellite) ou sur Internet. Les sociétés de gestion perçoivent auprès des utilisateurs les redevances prévues dans les tarifs homologués par la Commission.

Deux sociétés de gestion sont assujetties à ce régime :

- La Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN) administre les droits d'exécution en public et de communications au public par télécommunication d'œuvres musicales;
- Ré:Sonne Société de Gestion de la Musique (Ré:Sonne) perçoit des redevances à l'égard de la rémunération équitable des artistes-interprètes et producteurs de disques pour l'exécution ou la communication d'enregistrements sonores d'œuvres musicales.

Régime général

Les articles 70.12 à 70.191 de la *Loi* accordent aux sociétés de gestion qui ne sont pas assujetties à un régime spécifique l'option de procéder par dépôt de projets de tarifs auprès de la Commission. Le processus d'examen et d'homologation de ces tarifs est le même que dans les régimes spécifiques.

Plusieurs sociétés de gestion sont assujetties à ce régime, dont les suivantes :

- *Access Copyright, The Canadian Copyright Licensing Agency (Access Copyright)* représente les auteurs, éditeurs et autres créateurs pour les droits de reproduction d'œuvres publiées dans des livres, magazines, revues et journaux. Elle octroie des licences dans toutes les provinces sauf le Québec;
- La Société québécoise de gestion collective des droits de reproduction (COPIBEC) représente des ayants droit similaires à ceux d'*Access Copyright*, mais pour des utilisations au Québec;
- ArtistI est la société de gestion collective fondée par l'Union des artistes (UDA) pour les droits à rémunération des artistes-interprètes;
- *L'ACTRA Recording Artists' Collecting Society* (« ACTRA RACS »), une division de *L'ACTRA Performers' Rights Society* (« ACTRA PRS ») perçoit et distribue une rémunération équitable pour les artistes admissibles;
- *CONNECT Music Licensing* (auparavant *Audio-Video Licensing Agency (AVLA)*) (CONNECT) administre, au Canada, les licences à l'égard de la reproduction des enregistrements sonores et de la reproduction et diffusion des vidéoclips de musique, au nom de toutes les compagnies de disques principales, plusieurs maisons de disques indépendantes ainsi que plusieurs artistes et éditeurs;



- La Société de gestion collective des droits des producteurs de phonogrammes et vidéogrammes du Québec (SOPROQ) gère des droits similaires à CONNECT. Ses membres sont principalement des maisons de disques indépendantes francophones;
- L'Agence des droits des radiodiffuseurs canadiens (CBRA) perçoit les redevances pour des stations et réseaux de radio et de télévision commerciaux canadiens qui sont titulaires du droit d'auteur sur des émissions, compilations et signaux;
- L'Agence canadienne des droits de reproduction musicaux (CMRRA) perçoit les redevances pour le bénéfice d'éditeurs canadiens et américains à l'égard de la reproduction d'œuvres musicales au Canada;
- La *Musicians' Rights Organization Canada* (MROC) perçoit des redevances au titre de l'exécution en public d'enregistrements sonores incorporant les prestations des musiciens et des vocalistes;
- La Société du droit de reproduction des auteurs, compositeurs et éditeurs au Canada (SODRAC) gère les redevances découlant de la reproduction d'œuvres musicales. Ses membres proviennent principalement du Québec;
- CMRRA/SODRAC Inc. (CSI), coentreprise formée par la CMRRA et la SODRAC, octroie des licences de reproduction au nom des compositeurs et éditeurs de musique dont les œuvres sont exploitées au Canada.

Des informations détaillées sur les autres sociétés de gestion assujetties à ce régime sont disponibles sur le site de la Commission à l'adresse suivante : <http://www.cb-cda.gc.ca/societies-societes/index-f.html>

Retransmission de signaux éloignés

Les articles 71 à 76 de la *Loi* prévoient le versement de redevances par les câblodistributeurs et autres retransmetteurs pour la retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio. La Commission fixe les redevances et les répartit entre les sociétés de gestion représentant les titulaires de droits d'auteur dans les œuvres ainsi retransmises.

Neuf sociétés de gestion reçoivent et distribuent présentement des redevances en vertu de ce régime :

- La *Border Broadcasters' Inc.* (BBI) représente les radiodiffuseurs sur la frontière américaine;
- L'Agence des droits des radiodiffuseurs canadiens (CBRA) représente les stations et réseaux de radio et de télévision commerciaux canadiens;
- La Société collective de retransmission du Canada (SCRC) représente l'ensemble de la programmation (les producteurs) de PBS et de TVOntario, ainsi que les titulaires de droit d'auteur sur les longs métrages, les œuvres dramatiques et les comédies produits à l'extérieur des États-Unis;
- L'Association du droit de retransmission canadien (ADRC) représente la Société Radio-Canada (SRC), l'*American Broadcasting Company* (ABC), la *National Broadcasting Company* (NBC), la *Columbia Broadcasting System* (CBS) et Télé-Québec;
- La Société de perception de droit d'auteur du Canada (SPDAC) représente les titulaires du droit d'auteur (producteurs et distributeurs) de l'industrie américaine de production cinématographique et de télévision pour la programmation dramatique et les comédies;



- La Société de gestion collective de publicité directe télévisuelle (SCPDT) réclame les droits pour toutes émissions de télévision et œuvres sous-jacentes sous forme de programmation télévisuelle de publicité directe (définies comme étant des « infomerciaux »);
- La *FWS Joint Sports Claimants* (FWS) représente la Ligue nationale de hockey, la *National Basketball Association*, la Ligue canadienne de football, la *National Football League* et l'*American Football League*;
- La Société de perception de la ligue de baseball majeure du Canada (LBM) réclame des droits à l'égard des matchs entre les équipes de baseball des ligues majeures au Canada;
- La SOCAN représente les titulaires du droit d'auteur sur la musique intégrée à la programmation portée au sein de signaux de radio et de télévision retransmis.

Droits éducatifs

En vertu des articles 29.6, 29.7 et 29.9 de la *Loi*, les établissements d'enseignement peuvent reproduire une émission d'actualités et un commentaire d'actualités, conserver la copie et l'exécuter en public pendant un an sans avoir à payer de redevances; à l'expiration de cette période, ils doivent acquitter les redevances et respecter les modalités fixées par la Commission du droit d'auteur dans un tarif, en vertu des articles 71 à 76 de la *Loi*.

La Société canadienne de gestion des droits éducatifs (SCGDE) représente les intérêts des titulaires de droit d'auteur d'émissions de télévision et de radio (émissions d'actualité, de commentaires d'actualité ou toute autre émission) lorsque ces émissions sont reproduites et exécutées en public, à des fins pédagogiques, par des établissements d'enseignement.

Copie pour usage privé

Le régime de copie privée, tel qu'établi par les articles 79 à 88 de la *Loi*, permet la copie pour usage privé d'enregistrements sonores d'œuvres musicales (la « copie privée »). En échange, on exige de ceux qui importent ou fabriquent des supports habituellement utilisés pour faire de la copie privée qu'ils versent une redevance sur chacun de ces supports. La Commission fixe le montant de la redevance et désigne l'unique société de perception à laquelle ces montants sont versés.

La Société canadienne de perception de la copie privée (SCPCP) est l'organisme de perception des redevances pour la copie privée pour le bénéfice des auteurs, artistes-interprètes et producteurs d'enregistrements sonores admissibles. Les sociétés membres de la SCPCP sont la CMRRA, Ré:Sonne, SODRAC et SOCAN.

Procédures d'arbitrage

En vertu de l'article 70.2 de la *Loi*, en cas de mésentente entre cette société et un utilisateur et à la demande de l'un d'eux, la Commission a le pouvoir d'établir les redevances et modalités afférentes à une licence permettant l'utilisation du répertoire d'une société de gestion assujettie à l'article 70.1.



Tarifs proposés par les sociétés de gestion



En mars 2014, les sociétés de gestion suivantes ont déposé leurs projets de tarifs des redevances à percevoir pour les années 2015 et suivantes :

Access Copyright

- Projet de tarif pour la reproduction par regraphie d'œuvres par les fonctionnaires des gouvernements provinciaux et territoriaux, 2015-2018.

Artist!

- Projet de tarif pour la reproduction de prestations d'artistes-interprètes que la SRC effectue dans le cadre de ses activités de diffusion sur les ondes de la radio en direct, de diffusion en simultané sur l'Internet et de webdiffusion, 2015-2017.
- Projet de tarif pour la reproduction de prestations d'artistes-interprètes par les stations de radio commerciales, 2015-2017.

COPIBEC

- Projet de tarif pour la reproduction et l'autorisation de reproduire au Canada des œuvres par les établissements d'enseignement universitaire et les personnes relevant de leur autorité, 2015-2019.

CMRRA

- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales incorporées dans une vidéo de musique par les services de musique en ligne, 2015 (Tarif 4).
- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales par les stations de télévision commerciales, 2015 (Tarif 5).

CSI

- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales par les stations de radio commerciales, 2015.

- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales par les stations de radio non commerciales, 2015.
- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales par les services de musique en ligne, 2015.

SOCAN

- Projet de tarifs pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication d'œuvres musicales ou dramatique-musicales, 2015 :
 - Tarif 1.A – Radio commerciale
 - Tarif 1.B – Radio non commerciale
 - Tarif 1.C – Radio de la SRC
 - Tarif 2 – Télévision
 - Tarif 6 – Cinémas
 - Tarif 9 – Événements sportifs
 - Tarif 15 – Musique de fond dans les établissements non régis par le tarif N° 16
 - Tarif 16 – Fournisseurs de musique de fond
 - Tarif 17 – Transmission de services de télévision payante, services spécialisés et autres services de télévision par des entreprises de distribution
 - Tarif 22 – Internet
 - Tarif 24 – Sonneries et sonneries d'attente
 - Tarif 25 – Services de radio par satellite
 - Tarif à l'égard des services sonores payants
- Projet de tarifs pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication d'œuvres musicales ou dramatique-musicales, 2015 à 2017 :
 - Tarif 3 – Cabarets, cafés, clubs, bars à cocktail, salles à manger, foyers, restaurants, auberges, tavernes et établissements du même genre
 - Tarif 4 – Exécutions par des interprètes en personne dans des salles de concert, théâtres ou autres lieux de divertissement





- Tarif 5 – Expositions et foires
- Tarif 7 – Patinoires
- Tarif 8 – Réceptions, congrès, assemblées et présentations de mode
- Tarif 10 – Parcs, parades, rues et autres endroits publics
- Tarif 11 – Cirques, spectacles sur glace, feux d'artifice, spectacles son et lumière et événements similaires; spectacles d'humoristes et spectacles de magiciens
- Tarif 12 – Parcs thématiques, *Ontario Place Corporation* et établissements du même genre; *Paramount Canada's Wonderland* et établissements du même genre
- Tarif 13 – Transports en commun
- Tarif 14 – Exécutions d'œuvres particulières
- Tarif 18 – Musique enregistrée utilisée aux fins de danse
- Tarif 19 – Exercices physiques et cours de danse
- Tarif 20 – Bars karaoké et établissements du même genre
- Tarif 21 – Installations récréatives exploitées par une municipalité, une école, un collège, une université, une société agricole ou autres organisations communautaires du même genre
- Tarif 23 – Services offerts dans les chambres d'hôtel et de motel

SODRAC

- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales incorporées dans des œuvres cinématographiques en vue de la distribution de copies de ces œuvres cinématographiques pour usage privé ou en salle, 2015 (Tarif 5).
- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales incorporées dans des œuvres audiovisuelles musicales pour leur transmission par un service, 2015 (Tarif 6).
- Projet de tarif pour la reproduction d'œuvres musicales incorporées dans des œuvres audiovisuelles pour transmission par un service, 2015 (Tarif 7).

Ré:Sonne

- Projet de tarif pour la communication au public par télécommunication et l'exécution en public d'enregistrements sonores publiés contenant des œuvres musicales et des prestations d'artistes-interprètes de ces œuvres par les stations de radio commerciales, 2015-2017 (Tarif 1.A).
- Projet de tarif pour la communication au public par télécommunication d'enregistrements sonores publiés contenant des œuvres musicales et des prestations d'artistes-interprètes de ces œuvres par des services de radio satellitaire à canaux multiples par abonnement, 2015-2018 (Tarif 4).
- Projet de tarif pour la communication au public par télécommunication d'enregistrements sonores publiés contenant des œuvres musicales et des prestations d'artistes-interprètes de ces œuvres à l'égard de la diffusion simultanée, de la webdiffusion non interactive et de la webdiffusion semi-interactive, 2015 (Tarif 8).

SCPCP

En novembre 2013, la Société canadienne de perception de la copie privée a déposé le projet de tarif des redevances suivant :

- Projet de tarif des redevances à percevoir par la SCPCP sur la vente, au Canada, de supports audio vierges pour les années 2015 et 2016.

Demandes d'arbitrage



En 2013-2014, la Commission n'a été saisie d'aucune demande d'arbitrage.

Le 19 mars 2009, la Commission était saisie d'une demande d'arbitrage entre la SODRAC et l'Association québécoise de l'industrie du disque, du spectacle et de la vidéo (ADISQ). Le 23 mai 2013, la SODRAC a informé la Commission que les parties étaient arrivées à une entente. Conformément au paragraphe 70.3(1) de la *Loi*, la Commission est dessaisie de cette affaire.



Audiences



Au cours de l'exercice financier, la Commission a tenu deux audiences. La première portait sur les droits utilisés pour opérer une station de radio commerciale et impliquait la communication au public par télécommunication et la reproduction d'œuvres musicales, de prestations et d'enregistrements sonores. Elle a eu lieu en octobre 2013 et mars 2014. Cinq sociétés de gestion (SOCAN, Ré:Sonne, CSI, AVLA/SOPROQ et ArtistI) et l'Association canadienne des radiodiffuseurs y ont participé.

La deuxième audience portait sur la communication au public par télécommunication et la reproduction d'œuvres musicales par les services de musique en ligne. Elle a eu lieu en novembre 2013 et mai 2014. Les parties impliquées étaient la SOCAN, Ré:Sonne, SODRAC, *Apple Canada Inc.* et *Apple Inc.*, l'Association canadienne des radiodiffuseurs, Bell Canada, *Rogers Communications*, Québecor Média Inc., TELUS, Vidéotron G.P. et *Pandora Media Inc.*





Décisions

Au cours de l'exercice financier 2013-2014, les sept décisions suivantes ont été rendues à l'égard des sociétés de gestion et des tarifs indiqués :

Access Copyright

29 mai 2013 – Tarif d'Access Copyright à l'égard des établissements d'enseignement, 2010-2015 [décision provisoire]

Le 12 juillet 2012, la Cour Suprême du Canada a infirmé la décision de la Commission à l'égard du Tarif d'Access Copyright pour les établissements d'enseignement pour les années 2005 à 2009 et renvoyé l'affaire à la Commission pour qu'elle l'examine à nouveau. Le 18 janvier 2013, après réexamen, la Commission homologuait un nouveau tarif. En vertu de la section 70.18 de la *Loi*, le tarif homologué continuait de s'appliquer pour la période 2010 à 2015.

Tôt en décembre 2012, la procureure des Opposants a avisé Access qu'ils cesseraiient de verser des redevances en vertu du tarif à partir du 1^{er} janvier 2013, au motif qu'aucun d'entre eux n'agirait en vertu du tarif à partir de cette date. Le 8 avril 2013, conformément à l'article 66.51 de la *Loi*, Access a demandé qu'un tarif provisoire soit établi. Le 29 mai 2013, la Commission a accueilli pour partie cette demande.

Le tarif provisoire réduirait le taux de redevances de 4,81 \$ par élève équivalent temps plein (ETP) à 4,66 \$, suite à une modification récente à la *Loi* à l'égard des questions d'examen. À tout autre égard, le tarif provisoire resterait le même que le tarif homologué pour 2005-2009.

Access a fait valoir plusieurs arguments en faveur du tarif provisoire. Le tarif provisoire procurerait à tous continuité et certitude.

La prise du tarif provisoire demandé n'aurait pas d'effets néfastes pour les Opposants. Ceux qui n'ont pas besoin de licence d'Access n'auraient rien à payer. Les autres disposeraient d'un moyen leur permettant d'obtenir la licence nécessaire. Quant à ceux qui ont besoin d'une licence mais qui décident de s'en passer, le tarif provisoire permettrait à Access de se prévaloir des mécanismes d'exécution que prévoit la *Loi*.

Les Opposants se sont opposés à la demande. Ils conviennent que la Commission peut y faire droit, mais soutiennent que les principes que la Commission invoque couramment pour disposer d'une telle demande ne sont pas réunis. Les Opposants contestent l'interprétation d'Access de la *Loi*. Puisque le tarif homologué est prolongé sur une base provisoire, un tarif provisoire n'est pas nécessaire pour les raisons d'exécution.

La Commission a convenu avec les Opposants que, sauf pour ce qui est du changement dans les redevances payables, aucun tarif provisoire n'était nécessaire. Cependant, étant donné les changements dans le taux de redevance, un tarif provisoire était nécessaire. Par conséquent, la Commission a homologué un tarif provisoire.

SCPCP

30 août 2013 – Copie privée, 2012-2014

En mars 2011, la SCPCP déposait son projet de tarif pour la copie privée pour 2012 et 2013. En février 2012, la SCPCP déposait son projet de tarif pour 2014; l'examen de ce tarif a été fusionné à celui du tarif pour les années 2012 et 2013. Le tarif fusionné avait deux composantes. D'abord, la SCPCP a proposé que la redevance de copie privée sur les CD soit maintenue à 0,29 \$. Ensuite, la SCPCP a proposé une nouvelle redevance de copie privée sur des cartes mémoire





électroniques (que la SCPCP a plus tard restreint aux cartes microSD seulement) allant de 0,50 \$ à 3,00 \$, selon la capacité de la carte mémoire.

Plusieurs parties se sont opposées au tarif ou ont fourni des commentaires. Sept opposants ont participé aux audiences : le conseil canadien du commerce de détail (CCCD), *Samsung Electronics Canada Inc.* (Samsung), *Panasonic Canada Inc.* (Panasonic) et une coalition de *LG Electronics Canada, Inc.*, *Micron Technology Inc.*, *SanDisk Corporation* et *Research in Motion Limited* (la « coalition »).

Le 20 juillet 2012, la Commission a divisé l'audience en deux étapes. La Commission entendrait d'abord tous les arguments concernant les CD ainsi que les arguments de la SCPCP concernant les cartes microSD. Elle entendrait ensuite, si nécessaire, les arguments des Opposants concernant les cartes microSD. La première étape des audiences a eu lieu en octobre 2012. La Commission a décidé que la deuxième étape des audiences n'était pas nécessaire.

La coalition, Panasonic et Samsung ont fait valoir que les cartes microSD ne constituent pas un support audio, que les taux proposés sont excessifs et que les obligations de rapport proposées sont indûment lourdes et visent des renseignements non nécessaires pour la gestion du tarif. Le CCCD a exposé des motifs d'opposition du même ordre. En outre, il conteste la constitutionnalité de la partie VIII de la *Loi*. Il a aussi fait valoir qu'une redevance sur les CD n'est plus justifiée, au motif que les consommateurs ne s'en servent plus habituellement pour copier de la musique.

La Commission a déterminé que les CD constituent toujours un support audio : ils sont habituellement utilisés par les consommateurs

pour copier la musique. La Commission a accepté le témoignage de MM. Stephen Stohn et Paul Audley, témoins de la SCPCP, qui ont conclu qu'en 2010-2011 : a) 15 pour cent (373,5 millions) des 2,29 milliards de pistes audio copiées sur un support ou un appareil l'ont été sur des CD vierges; b) les consommateurs canadiens ont acheté 33,4 millions de CD vierges, dont 14,3 millions ont servi à copier de la musique; c) 29 pour cent de ceux qui ont utilisé des CD l'ont fait exclusivement pour copier de la musique.

Cependant, la Commission n'a pas accepté le modèle d'évaluation de MM. Stohn et Audley, pour plusieurs raisons. D'abord, le modèle repose sur plusieurs hypothèses qui n'ont pas été mises à jour ou testées depuis plusieurs années. Ensuite, le modèle implique des changements dans le comportement des consommateurs (par exemple une augmentation très importante du nombre de pistes copiées sur les CD vierges) que les témoins ne peuvent pas véritablement expliquer. Enfin, les données utilisées pour calibrer le modèle sont devenues instables, alors que certains types de comportement à l'égard de la copie achèvent la fin de leur cycle de vie.

La Commission a rejeté la prétention du CCCD selon laquelle le taux actuel de 0,29 \$ est trop haut relativement à certaines juridictions étrangères. La Commission a ultimement homologué un taux de 0,29 \$, le même que celui fixé pour la première fois pour 2008, pour les raisons suivantes. La redevance actuelle fait partie des réalités du marché. Son maintien permet à la fois d'indemniser les titulaires de droits jusqu'à ce qu'une telle indemnisation ne soit plus applicable et d'éviter certains des effets pervers que pourrait avoir sur le prix d'une marchandise en fin de cycle, un calcul trop rigide fondé sur la consommation réelle.





Le 3 juillet 2012, le ministre de l'Industrie a annoncé son intention de présenter un règlement excluant les cartes microSD des supports assujettis à une redevance pour la copie privée. Le *Règlement d'exclusion visant les cartes microSD (Loi sur le droit d'auteur)* est entré en vigueur le 18 octobre 2012, et a été publié dans la *Gazette du Canada* le 7 novembre 2012. À compter de sa date d'entrée en vigueur, il a exclu les cartes microSD de la définition donnée à « support audio » à l'article 79 de la *Loi*. Par conséquent, les cartes microSD ne pouvaient plus faire l'objet d'une redevance pour copie privée à partir de cette date, mais seulement pour la période de dix mois comprise entre janvier 2012 et la date à laquelle le règlement est entré en vigueur, soit octobre 2012.

Dans sa décision, la Commission s'est d'abord dite d'avis que les cartes microSD constituent un support habituellement utilisé pour copier de la musique. La Commission a ensuite examiné s'il y a des circonstances exceptionnelles qui l'empêchent d'homologuer un tarif pour les cartes microSD.

Par conséquent, suite à la première étape de l'audience, la Commission a envoyé aux parties les quatre questions suivantes :

[TRADUCTION]

- Serait-il intrinsèquement injuste d'établir un tarif, sachant que l'expérience passée a prouvé que la perception rétroactive est difficile ou impossible dans le régime de copie privée?
- La mise en place d'une structure comptable et de rapport pour une période de moins de dix mois entraînerait-elle des coûts démesurés compte tenu des redevances proposées ou potentielles?

- Ces coûts associés à un examen de la question de savoir si les cartes microSD sont des supports audio seraient-ils démesurés compte tenu des redevances proposées ou potentielles?
- Serait-il intrinsèquement injuste d'établir un tarif pour tout autre motif?

Après avoir analysé les réponses des parties à ces questions, la Commission a conclu qu'il existe des circonstances exceptionnelles et a refusé d'homologuer un tarif pour la période des dix mois, pour les raisons suivantes.

Premièrement, la période de dix mois est passée et l'expérience a montré qu'il est pratiquement impossible de percevoir rétroactivement les redevances de copie privée. Deuxièmement, le coût de mise en place des structures de rapport nécessaires pour tenir compte de la redevance, pour une période de moins de dix mois, serait disproportionné par rapport à toute somme que pourrait représenter la redevance proposée ou potentielle. Troisièmement, les frais juridiques, les frais d'experts et les autres coûts et décaissements qui seraient occasionnés si la Commission passait à la deuxième étape de l'audience seraient aussi disproportionnés par rapport aux redevances proposées ou potentielles et, par conséquent, intrinsèquement injustes. Quatrièmement, il ne serait ni justifié ni raisonnable d'exiger que les Opposants assument les dépenses liées à la deuxième étape simplement parce que la SCPCP a consacré des ressources à sa préparation pour la première étape.

La Commission a maintenu l'allocation existante entre les divers ayants droit : les auteurs ont droit à 58,2 pour cent des redevances, les artistes-interprètes à 23,8 pour cent et les producteurs à 18,0 pour cent.



SCGDE

19 décembre 2013 – Redevances à percevoir par la SCGDE des établissements d'enseignement au Canada pour la reproduction et l'exécution d'œuvres ou autres objets du droit d'auteur communiqués au public par télécommunication pour les années 2012 à 2016 [demande de modification]

Le 4 novembre 2013, la SCGDE a déposé une demande pour que le tarif 2012-2016 soit modifié « par la suppression de la mention des années 2014, 2015 et 2016 dans le tarif homologué actuellement en vigueur, de façon à ce qu'il cesse d'avoir effet le 31 décembre 2013. »

Une demande de modification ne peut être accordée qu'en cas d'évolution importante des circonstances depuis le prononcé de la décision pertinente. Selon la SCGDE voici en quoi les circonstances auraient évolué de façon importante.

Le montant des redevances perçues par la SCGDE selon ses tarifs a toujours été peu élevé. Les frais ont continué de dépasser les recettes, et les dettes ont toujours excédé de façon importante les sommes dont dispose la société de gestion. À ce jour, aucun montant n'a jamais été distribué aux titulaires de droit. En raison de modifications récemment apportées à la *Loi sur le droit d'auteur*, il est encore moins probable que la SCGDE soit un jour en mesure de couvrir ses frais grâce aux redevances. Comme la SCGDE ne peut continuer à essuyer des pertes, son conseil d'administration a récemment décidé de recommander aux membres de procéder à la dissolution de la SCGDE.

La demande de modification a été accueillie pour les raisons mentionnées par la SCGDE.

La Commission a noté que sa décision de modifier le tarif ne cause préjudice ni aux établissements d'enseignement, qui pourront faire les utilisations protégées en question gratuitement, ni aux titulaires de droit, étant donné qu'ils ne sont pas susceptibles de recevoir aucune redevance à l'heure actuelle et à l'avenir.

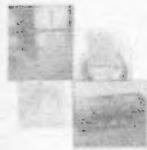
Sociétés de gestion multiples, retransmission de signaux éloignés

29 novembre 2013 – Retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio, au Canada, pour les années 2009 à 2013

Le 31 mars 2008, la BBI, la CBRA, la SCR, l'ADRC, la SPDAC, la SCPDT, la FWS, la LBM et la SOCAN (les « sociétés de gestion ») ont déposé conjointement un projet de tarif pour la retransmission de signaux éloignés de télévision pour 2009 à 2013. Le 31 mars 2008 et le 31 mars 2011, la SOCAN, la CBRA et l'ADRC ont déposé un projet de tarif pour la retransmission de signaux éloignés de radio pour les années 2009 à 2011 et 2012 à 2013. Les projets de tarif ont été publiés dans la *Gazette du Canada*.

Bell ExpressVu, la *Canadian Cable Systems Alliance Inc.*, Cogeco Câble inc., *Eastlink*, *Rogers Communications inc.*, *Shaw Communications*, *TELUS Communications Company* et Vidéotron ltée (les « Opposants ») se sont opposés aux trois projets de tarifs.

Les tarifs de retransmission fixent le montant des redevances payables par les retransmetteurs pour la communication par télécommunication des œuvres incorporées dans les signaux éloignés hertziens de radio et de télévision qu'ils retransmettent à leurs consommateurs. Ces tarifs prévoient également la répartition des redevances entre les sociétés de gestion qui y ont droit.



À l'égard de la retransmission de signaux de radio, les parties ont informé la Commission, le 18 juillet 2013, qu'elles s'étaient entendues sur le montant des redevances et sur leur répartition entre les sociétés de gestion pertinentes.

Le projet de tarif déposé avec l'entente était identique au *Tarif pour la retransmission de signaux de radio, 2004-2008*. La Commission a homologué un tarif pour la radio qui correspond à l'entente entre les parties.

À l'égard de la retransmission de signaux éloignés de télévision, tant le montant des redevances que leur répartition étaient en cause. La date des audiences en l'espèce n'a pas été fixée immédiatement parce que les parties tentaient de s'entendre sur le montant des redevances. Le 20 décembre 2010, les parties se sont entendues sur des augmentations de taux progressives pendant la période d'effet du tarif. Les Opposants ont accepté de payer les nouveaux taux sans attendre l'homologation d'un tarif par la Commission. À la demande de la CBRA et de la SCR, la Commission a approuvé la proposition conjointe de calendrier des sociétés de gestion, prévoyant le début des audiences le 13 novembre 2012 pour traiter de la répartition des redevances.

Quatre jours avant le début des audiences, les sociétés de gestion ont informé la Commission qu'elles s'étaient entendues sur la répartition des redevances et demandé l'ajournement de l'audience. La Commission a fait droit à la demande.

Le 6 décembre 2012, la CBRA et la SCR ont avisé la Commission que quelques questions liées à la répartition étaient toujours en litige. Au premier chef, il fallait déterminer si les sommes devant être redistribuées entre les sociétés de gestion pour la période de 2009 à 2012 devraient porter intérêt. La CBRA et la SCR ont aussi demandé à la Commission de mettre en branle un processus permettant de traiter ces questions rapidement, de manière

à ce que les retransmetteurs soient tenus de payer les nouveaux taux de redevance et de répartir les redevances selon l'entente, à compter du 1^{er} janvier 2013.

La Commission a avisé les parties qu'il serait possible d'exiger des retransmetteurs des paiements aux nouveaux taux de redevance et de répartir les redevances selon l'entente à compter du 1^{er} janvier 2013 au moyen d'une décision provisoire, si une demande en ce sens était faite. Le 14 décembre 2012, la CBRA et la SCR ont déposé une demande à la Commission d'approuver les nouveaux taux et la nouvelle répartition des redevances, d'ordonner aux retransmetteurs de payer les redevances prévues par ces ententes à compter du 1^{er} janvier 2013, et de lancer un processus visant à régler toutes les questions en suspens. La FWS a appuyé la demande mais la SPDAC et l'ADRC s'y sont opposées, au motif que la CBRA et la SCR tentaient de modifier l'entente sur la répartition en demandant à la Commission d'en entériner la répartition mais pas l'intérêt sur les paiements d'ajustement. Le 21 décembre 2012, la Commission a fait droit à la demande en partie. Le tarif provisoire exigeait des retransmetteurs qu'ils paient leurs redevances selon les nouveaux taux et les nouvelles modalités de répartition à compter du 1^{er} janvier 2013, mais laissait en suspens toutes les autres questions.

Le 28 février 2013, la SPDAC, l'ADRC, la BBI et la SCPDT ont demandé à la Commission de lancer un processus devant mener à une décision définitive. Les questions à trancher avant d'homologuer le tarif étaient l'implication possible de la Commission dans l'arbitrage des litiges au sujet des paiements d'ajustement; la conciliation entre les échéances des paiements d'ajustement et d'éventuels litiges en la matière; les intérêts; et, le respect de l'entente sur le montant de la part des retransmetteurs.





La Commission a informé les sociétés de gestion qu'elle n'arbitrerait aucun litige portant sur les montants, les échéances ou toute autre question se rapportant aux paiements d'ajustement. Le tarif prévoirait ces paiements et les échéances de paiement.

En vertu de l'entente sur la répartition du 9 novembre 2012, la CBRA, la SCR et la FWS (les « sociétés bénéficiaires ») ont droit à une plus grande part des redevances qu'en 2004 à 2008, tandis que la BBI, la SPDAC, l'ADRC, la SCPDT, la LBM et la SOCAN (les « sociétés prestataires ») ont droit à moins. Toutes les sociétés de gestion se sont entendues sur le fait que les sociétés bénéficiaires ont droit à des paiements d'ajustement de la part des sociétés prestataires pour la période en cause et sur la manière dont ces paiements devraient être répartis. Elles ne se sont cependant pas entendues sur la question de savoir si les paiements d'ajustement devraient porter intérêt. Les sociétés bénéficiaires réclamaient des intérêts sur les paiements d'ajustement tandis que les sociétés prestataires ont indiqué que les paiements d'ajustement ne devraient pas porter intérêt.

Les sociétés bénéficiaires ont plaidé qu'il était naturel de s'attendre à ce que la question des intérêts sur les paiements d'ajustement ne soit pas abordée avant la conclusion d'une entente sur la répartition et que cela explique pourquoi la question n'avait pas été soulevée avant le 14 novembre 2012; que le courriel du 9 novembre 2012 demandait l'ajournement de l'audience et non son annulation, ce qui indique que certaines questions restaient toujours à régler; que le libellé du projet de tarif de 2012 laissait à penser que les intérêts devraient s'appliquer aux paiements d'ajustement; et, que leur position correspondait à la politique générale de la Commission en matière de paiements rétroactifs telle

qu'expliquée dans le tarif *SOCAN-Ré:Sonne à l'égard de la radio de la SRC, 2006-2011 (Radio de la SRC (2011))*.

Faisant encore référence à *Radio de la SRC (2011)*, les sociétés bénéficiaires ont également proposé d'utiliser le taux préférentiel publié par la Banque du Canada, un taux plus élevé que le taux officiel d'escompte. Le taux devrait tenir compte des coûts d'opportunité réels, soit les taux payables par les titulaires de droits sur les prêts qu'on leur consentirait. Le taux préférentiel constituerait un compromis entre le taux officiel d'escompte et les coûts d'opportunité réels.

Les sociétés prestataires ont plaidé que l'entente sur la répartition réglait une fois pour toutes l'ensemble des questions financières d'importance et que des intérêts sur une période de quatre ans ne constituent pas une question secondaire; que ni l'entente sur le montant ni le projet de tarif de 2012 ne prévoyaient le versement d'intérêts sur les paiements d'ajustement; qu'aucun intérêt n'a jamais été versé sur des paiements d'ajustement dans des affaires antérieures en matière de retransmission; que les organismes judiciaires et quasi judiciaires encouragent les ententes à l'amiable et les nouvelles dispositions non négociées lors d'une entente ne devraient pas être imposées; que le fait de taire la question ne signifie pas qu'il y ait entente implicite pour qu'elle soit tranchée ultérieurement; que l'argument sur la politique générale de la Commission n'est pas pertinent puisqu'il se rapporte au versement rétroactif de redevances par les utilisateurs aux sociétés de gestion, et non à la répartition des redevances entre ces dernières; que ni les sociétés prestataires ni leurs membres n'ont profité des redevances devant être redistribuées; et, que les sociétés bénéficiaires n'ont présenté aucune preuve de coûts d'opportunité.



Subsidiairement, les sociétés prestataires ont proposé que tout intérêt à payer devrait être fixé selon une juste application de la doctrine de l'enrichissement injustifié, laquelle dicte que les intérêts accordés ne devraient pas excéder les intérêts réellement touchés par les sociétés prestataires sur les fonds devant être redistribués. Seuls les intérêts accumulés depuis la date de l'entente sur la répartition devraient être accordés.

Les sociétés bénéficiaires se sont opposées à la proposition des sociétés prestataires. Elles ont soutenu que les intérêts qui leur sont dus en raison de leur privation de la jouissance de ces sommes ne devraient pas être fonction de l'utilisation que les sociétés prestataires ont choisi d'en faire et que le calcul des intérêts seulement à partir de la date de conclusion de l'entente sur la répartition irait à l'encontre de décisions antérieures de la Commission, de décisions judiciaires et des principes sous-tendant le versement des intérêts avant jugement.

Dans son analyse des arguments des parties, la Commission ne s'est pas appuyée sur le projet de tarif de 2012, le fait que la question des intérêts n'ait pas été abordée au cours des discussions ayant mené à l'entente sur la répartition et le fait que des intérêts n'aient jamais été versés sur des paiements d'ajustement dans le cadre de procédures antérieures en retransmission parce que ces arguments étaient non pertinents ou non déterminants.

La Commission a conclu que les principes décrits dans *Radio de la SRC* (2011) au sujet de l'imposition d'intérêts sont pertinents et des intérêts devraient être appliqués aux paiements d'ajustement. Tel qu'expliqué par

la Commission, « [I]l principe est clair. Un retard dans la perception des redevances entraîne des coûts d'opportunité pour la société de gestion ou ses membres, tout comme un retard dans la perception de sa pleine part des redevances. Les pertes subies doivent être compensées par le versement d'intérêts. » Une fois la décision prise d'appliquer des intérêts aux paiements d'ajustement, il a été relativement facile pour la Commission de répondre aux autres arguments. D'abord, le fait que les sociétés bénéficiaires n'aient pas déposé de meilleures preuves concernant leurs coûts d'opportunité n'était pas déterminant. Deuxièmement, le principe de l'enrichissement injustifié n'était pas pertinent. Par principe, la Commission impose des intérêts comme modalité du tarif. Troisièmement, l'argument voulant que les intérêts ne soient pas calculés sur l'ensemble de la période n'était pas recevable. Les coûts d'opportunité des sociétés bénéficiaires ont commencé le 1^{er} janvier 2009.

La Commission n'était pas d'accord avec la proposition des sociétés bénéficiaires d'utiliser le taux préférentiel publié par la Banque du Canada plutôt que le taux officiel d'escompte pour plusieurs raisons. Premièrement, les sociétés bénéficiaires n'ont pas expliqué le bien-fondé d'abandonner les pratiques antérieures de la Commission d'utiliser le taux officiel d'escompte. Deuxièmement, le fait d'imposer aux sociétés prestataires des intérêts plus élevés que par le passé n'accomplirait pas grand-chose. Troisièmement, il était impossible de déterminer en l'espèce si la question des intérêts aurait dû être soulevée, par qui et à quel moment. Dans ces circonstances, l'imposition d'un taux d'intérêt plus élevé constituerait une sanction injustifiée.



Par conséquent, la Commission a homologué un tarif pour la télévision qui est conforme à l'entente sur le montant et à l'entente sur la répartition. Les redevances payables par les petits systèmes de retransmission et les stations de télévision à faible puissance (TVFP) et systèmes de distribution multipoint à canaux en parallèle (SDM) transmettant en clair sont restées identiques. Pour tous les autres systèmes, les taux ont été augmentés, au cours de la période d'effet du tarif, de 6 ¢ à 13 ¢ par abonné par mois. Ces augmentations sont justifiées étant donné tant l'augmentation du nombre de signaux éloignés offerts aux abonnés que celle de l'indice des prix à la consommation.

Le libellé des tarifs homologués par la Commission est essentiellement identique, à l'exception du montant et de la répartition des redevances à l'égard de la télévision, à celui des tarifs qu'ils remplacent. Les dispositions transitoires ont été simplifiées puisqu'elles ne sont pas nécessaires dans le tarif pour la radio et tous les retransmetteurs sauf trois avaient déjà versé les redevances découlant des nouveaux taux pour la télévision. Les sociétés de gestion avaient déjà convenu de la manière d'effectuer les paiements d'ajustement pour la télévision pour la période se terminant le 31 décembre 2012 et les retransmetteurs avaient, depuis le 1^{er} janvier 2013, versé les redevances pour la télévision selon la répartition homologuée par la Commission.

La Commission a estimé qu'une période de 60 jours suffit amplement pour permettre aux sociétés prestataires de rassembler les fonds nécessaires pour les paiements d'ajustement et a ajouté dix jours aux deuxième et troisième dates butoirs pour tenir compte des vacances

de fin d'année. La Commission a aussi rejeté la proposition des sociétés prestataires voulant que l'échéance des intérêts sur les paiements d'ajustement soit reportée à une date ultérieure dans le cas d'éventuelles demandes de contrôle judiciaire.

19 décembre 2013 – Retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio, au Canada, pour les années 2014 à 2018 [décision provisoire]

À la demande de la BBI, la CBRA, la SPDAC, la SCR, l'ADRC, la SCPDT, la FWS, la LBM, la SOCAN et des Opposants (Bell Canada, Bragg Communications Inc., Rogers Communications Inc., Shaw Communications Inc., Cogeco Câble inc., Vidéotron G.P., TELUS Communications Company, MTS Inc., et la Canadian Cable Systems Alliance) et sous réserve de quelques changements mineurs, la Commission a prolongé, à titre provisoire, l'application du *Tarif pour la retransmission de signaux de télévision, 2009-2013* et du *Tarif pour la retransmission de signaux de radio, 2009-2013*. Ces tarifs continueront de s'appliquer jusqu'à l'homologation des tarifs définitifs pour les années 2014 à 2018, à moins qu'ils ne soient modifiés entre-temps.

SODRAC

26 avril 2013 – Tarif 5 de la SODRAC (reproduction d'œuvres musicales dans des œuvres cinématographiques pour usage privé ou en salle, 2009-2012) [décision provisoire]

[Veuillez noter que la décision a été rendue le 20 décembre 2012, avec motifs à suivre. Ces motifs ont été publiés le 26 avril 2013, mais résumés dans le Rapport annuel de 2012-2013.]





5 juillet 2013 – Tarif 5 de la SODRAC (reproduction d'œuvres musicales dans des œuvres cinématographiques pour usage privé ou en salle, 2009-2012) [réexamen]

Le 2 novembre 2012, la Commission rendait ses motifs sur le tarif 5 et homologuait le *Tarif n° 5 de la SODRAC (Reproduction d'œuvres musicales dans des œuvres cinématographiques pour usage privé ou en salle), 2009-2012*.

Le 3 décembre 2012, l'Association canadienne des distributeurs et exportateurs de films (ACDEF) demandait la suspension du tarif pour 2009-2012, la prorogation à titre provisoire du *Tarif de la SODRAC pour la reproduction d'œuvres musicales dans des vidéocopies, 2004-2008*, et l'homologation d'un nouveau tarif pour 2009-2012.

Le 20 décembre 2012, la Commission suspendait l'application du tarif pour 2009-2012 et faisait droit à la demande de décision provisoire, motifs à suivre. Le 26 avril 2013, la Commission a déposé les motifs, qui tiennent en deux points : la décision du 2 novembre comporte une erreur que la Commission a le pouvoir de corriger et le tarif pour 2009-2012 est entaché de nullité absolue puisque la décision a été rendue en violation de l'équité procédurale. [Veuillez noter qu'un résumé des motifs du 26 avril 2013 est disponible dans le Rapport annuel de 2012-2013, page 29.]

Le 5 juillet 2013, la Commission rendait ses motifs portant sur le réexamen du dossier et dont l'objet est l'homologation d'un nouveau tarif. Le dossier comportait suffisamment d'éléments pour permettre à la Commission de trancher sans demander aux parties de déposer de preuve, de prétentions ou d'argumentation supplémentaires.

Le tarif 5 vise deux types de copies musicales : les copies sur DVD destinées à la vente au détail ou à la location et les copies pour usage en salle. Les copies pour usage en salle n'étaient pas en cause car elles n'étaient pas affectées par la fausse interprétation de la Commission de la proposition de l'ACDEF, expliquée plus loin. Seul le tarif pour la reproduction de musique sur DVD pour usage privé devait être réexaminé.

La SODRAC a d'abord proposé le taux pour les DVD de 1,2 pour cent des revenus de distribution, sujet à une redevance minimale de 8 ¢ par DVD destiné à la vente au détail et de 32 ¢ par DVD destiné à la location aux consommateurs. Après avoir examiné l'énoncé de cause de l'ACDEF, la SODRAC a révisé sa proposition de taux à 1,92 ¢ pour les quinze premières minutes, 1,18 ¢ pour les quinze minutes suivantes et 0,71 ¢ par la suite afin d'assujettir les distributeurs à la même grille tarifaire proposée pour les ventes d'émissions aux consommateurs par la Société Radio-Canada (SRC). Les taux applicables à la musique de fond étaient 0,78 ¢, 0,47 ¢ et 0,28 ¢, respectivement.





Le 2 novembre 2012, la Commission a homologué des taux pour les DVD de 1,44 € pour les quinze premières minutes, 0,87 € pour les quinze minutes suivantes et 0,52 € par la suite. Les taux homologués applicables à la musique de fond étaient 0,58 €, 0,35 € et 0,21 €, respectivement.

La position de l'ACDEF était que les producteurs affranchissent déjà tous les droits requis en aval. Dans sa décision du 2 novembre, la Commission a énoncé que, subsidiairement, l'ACDEF recherchait un tarif structuré comme l'entente de 2002 de la SRC, soit un taux en cents par minutes, par copie. Par conséquent, la Commission a certifié un tarif avec des taux en cents par minute, par copie : 0,65 € pour les quinze premières minutes, 1,25 € pour les quinze minutes suivantes et 2 € par la suite. Or, la proposition de l'ACDEF prévoyait clairement non pas un taux en cents par minutes, par copie, mais un taux en cents par copie à trois paliers, selon la quantité de musique utilisée. C'était là l'erreur manifeste de la Commission.

À ce moment-là, la Commission a opté pour la structure appliquée aux ventes par la SRC d'émissions aux consommateurs puisqu'elle a bien servi la SRC et la SODRAC, qu'il a semblé à la Commission qu'elle était acceptée par les parties et puisqu'elle permet d'ajuster les redevances en fonction de la nécessité pour le distributeur d'avoir recours au répertoire de la SODRAC. La grille de taux de la SRC était la position de départ pour le réexamen du tarif. Cette approche est *prima facie* équitable, sujet à l'analyse de la Commission des réserves de l'ACDEF.

Les réserves de l'ACDEF par rapport à l'application possible de la grille de la SRC aux distributeurs se résument comme suit. Premièrement, l'ACDEF a proposé de ne pas faire de distinction entre la musique de fond et la musique de premier plan au motif que cela serait difficile d'application. Cependant, la distinction ne semble pas avoir soulevé de difficultés à la SRC et les obligations de rapport imposent à la SODRAC l'essentiel du travail d'identification des œuvres faisant partie de son répertoire.

Deuxièmement, l'ACDEF a aussi proposé un taux en cents par copie en fonction de la quantité de musique utilisée puisqu'une telle structure serait plus facile d'application et permettrait d'éviter les débats trop fins portant sur le minutage. Cependant, les contrats de distribution prévoient toujours que le distributeur a droit de recevoir copie du rapport de contenu musical et les obligations de rapport imposent à la SODRAC l'essentiel du travail de minutage.

Troisièmement, l'ACDEF a invoqué que les distributeurs offrent sur DVD tous les films, sans égard à leur succès commercial. En revanche, la SRC ne distribue en DVD que ses émissions les plus populaires. Pour cette raison, les redevances visant les distributeurs devraient nécessairement être moindres que celles auxquelles est assujettie la SRC pour tenir compte de la différence des marchés. Cependant, l'ACDEF n'a fourni aucune preuve pour soutenir son argument. Aux dires mêmes des distributeurs, plus un DVD se vend bien, moins il est susceptible de contenir de la musique SODRAC et plus la redevance sera minime.





Malgré les prétentions de l'ACDEF, la Commission est demeurée convaincue qu'il est équitable d'importer la grille SRC dans le tarif 5 de la SODRAC, tout en acceptant cette fois-ci d'accommoder l'ACDEF par rapport à la non-distinction entre la musique de fond et la musique de premier plan et le taux par cents par copie. La meilleure façon d'y arriver était d'offrir au distributeur l'option, exercée une fois l'an, d'être assujetti soit à une grille tarifaire par paliers et à taux unique, soit à la grille de la SRC.

À partir des taux de la grille de la SRC, la Commission a élaboré une grille par paliers et à taux unique, laquelle suppose qu'il n'y a pas de distinction entre la musique de fond et la musique de premier plan. Pour ce faire, la Commission a tenu pour acquis qu'en moyenne, un DVD contient trois minutes de musique de fond pour une minute de musique de premier plan. Les redevances par copie correspondant à la grille de la SRC sont indiquées ci-dessous.

Minutes de musique nécessitant une licence de la SODRAC contenue dans l'œuvre audiovisuelle	Redevance par copie
Pas plus de 5	2,39 ¢
Plus de 5 et pas plus de 10	6,36 ¢
Plus de 10 et pas plus de 20	11,85 ¢
Plus de 20 et pas plus de 30	16,97 ¢
Plus de 30 et pas plus de 45	21,43 ¢
Plus de 45 et pas plus de 60	25,74 ¢

Les intervalles ont pour but de créer l'équilibre recherché entre la finesse et la simplicité. La grille arrête à 60 minutes parce que les œuvres audiovisuelles à fort contenu musical sont exclues de la définition d'œuvre cinématographique dans le projet de tarif 5.

Les distributeurs optant pour la grille de la SRC ne devraient pas devoir verser, pour toute la période d'application du tarif, plus que ce que demandait la SODRAC au départ.

La Commission a donc plafonné le montant total de redevances qu'un distributeur est tenu de verser pour les années 2009 à 2012 à 1,2 pour cent de ses revenus de distribution.

La Commission était du même avis que la SODRAC voulant que le tarif doive s'appliquer aux sorties directes en vidéo. Les obligations de rapport et les dispositions transitoires sont demeurées essentiellement les mêmes que celles prévues dans la décision du 2 novembre, sous réserve des ajustements nécessaires.

Note : Cette décision fait en ce moment l'objet d'une demande en révision judiciaire déposée par l'ACDEF le 6 août 2013. (Dossier : A-265-13)

Titulaires de droits d'auteur introuvables

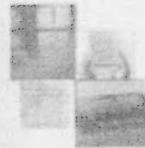


L'article 77 de la *Loi* donne à la Commission le pouvoir de délivrer des licences pour autoriser l'utilisation d'œuvres publiées, de fixations de prestations, d'enregistrements sonores publiés ou de la fixation d'un signal de communication lorsque le titulaire du droit d'auteur est introuvable. La *Loi* exige cependant des requérants qu'ils aient fait des efforts raisonnables pour retrouver le titulaire du droit d'auteur. Les licences délivrées par la Commission sont non exclusives et valides seulement au Canada.

Au cours de l'exercice financier 2013-2014, 21 demandes de licences ont été déposées auprès de la Commission et les neuf licences suivantes ont été délivrées :

- Chenelière Éducation, Montréal (Québec), pour la reproduction et la communication au public par télécommunication d'une œuvre littéraire;
- Régiment de Maisonneuve, Montréal (Québec), pour la reproduction, la réédition et la communication au public par télécommunication d'une œuvre littéraire;
- Wendy Hutchinson, Bright (Ontario), pour la reproduction et la communication au public par télécommunication de trois images publicitaires;
- Rebecca Jenkins, Vancouver (Colombie-Britannique), pour la reproduction et la communication au public par télécommunication d'un film;
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Montréal (Québec), pour la reproduction et la communication au public par télécommunication de monographies;
- Musée de Charlevoix, La Malbaie (Québec) pour la reproduction et l'exposition d'une affiche;
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Montréal (Québec), pour la reproduction et la communication au public par télécommunication de périodiques et de programmes de théâtre;
- Les Éditions du Quartz, Rouyn-Noranda (Québec), pour la reproduction, la réédition et la distribution sur support papier du texte d'un livre;
- KV 265, Chicago (Illinois), États-Unis pour l'utilisation d'une œuvre littéraire lors d'exécutions en public.





Cour d'appel fédérale

Deux demandes en révision judiciaire ont été déposées auprès de la Cour d'appel fédérale en 2013-2014 :

- *CAFDE c. SODRAC* (Dossier : A-265-13), le 6 août 2013, à l'égard du tarif 5 de la SODRAC pour la reproduction d'œuvres musicales dans des œuvres cinématographiques pour usage privé ou en salle, 2009-2012.
- *CCC et al. c. CBRA et al.* (Dossier : A-435-13), le 6 janvier 2014, à l'égard du tarif de retransmission de signaux éloignés de télévision et de radio, au Canada, pour les années 2009 à 2013. La demande a été abandonnée le 9 avril 2014.

Trois demandes en révision judiciaire ont fait l'objet d'une décision de la Cour d'appel fédérale en 2013-2014 :

3 avril 2013 - Manitoba c. Canadian Copyright Licensing Agency (Access Copyright), 2013 CAF 91 (Dossier : A-119-12), à l'égard de la question préliminaire d'immunité de la Couronne qui a fait l'objet d'une décision de la Commission dans le tarif d'Access Copyright visant les fonctionnaires des gouvernements provinciaux et territoriaux.

Les 31 mars 2004 et 2009, Access Copyright («Access») a déposé des tarifs prévoyant, pour les années 2005 à 2009 et 2010 à 2014, des redevances pour la reproduction d'œuvres de son répertoire par des fonctionnaires des gouvernements provinciaux et territoriaux (à l'exception du Québec).

Les Opposants, à savoir les gouvernements de l'Alberta, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Manitoba, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, du Nunavut, de la

Saskatchewan et de Terre-Neuve-et-Labrador, ont contesté la légalité des tarifs proposés en invoquant l'immunité de la Couronne. Ils prétendaient que l'article 17 de la *Loi d'interprétation* les soustrayait de l'application de la *Loi sur le droit d'auteur* (la «*Loi*») et qu'ainsi ils n'étaient pas assujettis aux projets de tarif déposés par Access. De son côté, Access soutenait que la doctrine de l'immunité de la Couronne ne s'appliquait pas en l'espèce, ajoutant cependant que si elle s'appliquait, la *Loi* s'appliquerait alors à la Couronne par déduction nécessaire ou par suite de la renonciation des Opposants à l'immunité dont ils pourraient jouir par ailleurs.

Par requête conjointe, les parties ont demandé à la Commission de statuer sur cet enjeu dans le cadre d'une audience préliminaire sur exposé conjoint des faits. La Commission a accepté et a entendu l'affaire le 27 septembre 2011.

Le 5 janvier 2012 (motifs rendus le 15 mars 2012), la Commission a rejeté la prétention des Opposants, jugeant que la Couronne était assujettie à la *Loi* par déduction nécessaire.

Un certain nombre d'opposants (cinq provinces) ont demandé la révision judiciaire de cette décision. Les demandeurs soutenaient que la Commission avait commis une erreur de droit en concluant qu'ils étaient liés par la *Loi*, par déduction nécessaire.

Le 3 avril 2013, la Cour a rejeté la demande de révision judiciaire des demandeurs.

Dans sa décision, la Cour d'appel fédérale a d'abord noté que puisque la demande de révision judiciaire portait sur un point de droit de portée générale concernant la *Loi*, la norme de contrôle applicable était celle de la décision correcte.



La cour a ensuite noté que les principes pertinents en ce qui concerne la question de savoir si la Couronne est soustraite, en vertu de l'article 17 de la *Loi d'interprétation*, à l'application d'une loi donnée, sont bien établis dans la jurisprudence. Cette dernière établit que la présomption que nul texte ne lie la Couronne peut être réfutée (1) lorsque des termes lient expressément la Couronne; (2) lorsqu'une intention claire de lier ressort du texte même de la loi; (3) lorsque l'objet de la loi serait privé de toute efficacité si l'État n'était pas lié ou, en d'autres termes, si cela donnait lieu à une absurdité.

La Commission ayant reconnu l'absence de disposition énonçant clairement que la Couronne était liée par la *Loi*, il lui fallait rechercher, au moyen de l'analyse téléologique et contextuelle de la *Loi*, si l'intention claire du législateur de lier la Couronne se dégageait du texte de la *Loi*. De l'avis de la Cour, la Commission a bien compris cela et elle a eu recours au critère qui convenait.

La partie III de la *Loi* s'intitule « Violation du droit d'auteur et des droits moraux, et cas d'exception »; elle contient au moins une vingtaine d'exceptions se rapportant ou s'appliquant à la Couronne de façon très explicite. Non seulement les exceptions sont-elles nombreuses, mais beaucoup d'entre elles sont également très détaillées. Elles sont aussi assorties de conditions qui seraient illogiques en l'absence d'intention claire de lier la Couronne.

De l'avis de la Cour, le libellé clair de la *Loi* et l'analyse contextuelle aboutissent à une seule conclusion logique et plausible relativement à l'intention du législateur : la Couronne est liée.

Vu cette conclusion, la Cour a conclu qu'il n'y avait pas lieu de rechercher si la reconnaissance de l'immunité à la Couronne priverait la *Loi* de toute efficacité ou aboutirait à une absurdité.

24 février 2014 – Ré:Sonne c. Conseil du secteur du conditionnement physique du Canada et Goodlife Fitness Centres Inc., 2014 CAF 48 (Dossier : A-353-12), à l'égard du tarif 6.B de Ré:Sonne (Utilisation de musique enregistrée pour accompagner des activités physiques, 2008-2012)

Le 6 juillet 2012, la Commission a homologué le tarif 6.B de Ré:Sonne pour l'exécution en public ou la communication au public par télécommunication d'enregistrements sonores publiés constitués d'œuvres musicales et de prestations de telles œuvres pour accompagner des activités de conditionnement physique, d'entraînement, de patinage, d'enseignement de danse ou autre activité physique.

Après une analyse de la preuve, la Commission a décidé de baser les redevances sur la moyenne des montants payés à la SOCAN par les centres de conditionnements physiques en vertu d'ententes confidentielles obtenues par la Commission de la SOCAN après la fin de l'audition. Une redevance fixe a été établie pour chaque établissement. Quant au répertoire, la Commission a conclu que Ré:Sonne pouvait percevoir des redevances pour la rémunération équitable uniquement pour le bénéfice des artistes-interprètes et producteurs d'enregistrements sonores l'ayant expressément autorisée à cette fin.

Ré:Sonne a déposé une demande de révision judiciaire de cette décision. Elle a allégué que la Commission avait commis un manquement à l'équité procédurale en basant sa décision sur un motif non considéré à l'audience ainsi que sur une preuve pour laquelle Ré:Sonne n'avait pas eu l'opportunité de considérer. Ré:Sonne a également contesté l'interprétation de l'article 19 de la *Loi* selon laquelle seulement le pourcentage des enregistrements sonores pour lesquels les artistes-interprètes et les producteurs avaient autorisé Ré:Sonne





à percevoir des redevances pour leur bénéfice pouvaient recevoir une rémunération équitable. Finalement, Ré:Sonne a soutenu que les redevances établies par la Commission étaient à un niveau trop bas.

Norme de contrôle :

Manquement à l'équité procédurale

La Cour a conclu que la norme de contrôle pour une allégation de manquement à l'équité procédurale était celle de la décision correcte. La Cour a également ajouté que dans le cadre de la détermination d'un manquement à l'équité procédurale, un degré de déférence était particulièrement important lorsque le modèle procédural analysé était différent de ceux des modèles judiciaires des tribunaux.

Interprétation de la Loi

La Cour a conclu que la norme de contrôle était celle de la décision raisonnable. Contrairement à la décision dans l'affaire *Rogers Communications Inc. c. Society of Composers, Authors and Music Publishers of Canada*, 2012 CSC 35, l'interprétation statutaire en jeu n'était pas visée par une juridiction conjointe entre la Commission et les tribunaux. La Cour a confirmé que la Commission avait une expertise supérieure et une juridiction principale sur la gestion collective des droits voisins, incluant toute interprétation des dispositions législatives de ce régime.

Manquement à l'équité procédurale :

Ré:Sonne alléguait que puisque la Commission n'avait pas transmis aux parties copies des ententes confidentielles de la SOCAN et ne leur avait pas donné l'opportunité de présenter

des arguments à leur égard, elle avait commis un manquement à l'équité procédurale. Ré:Sonne a ajouté que la Commission avait l'obligation d'informer les parties de la base sur laquelle elle considérait établir le montant des redevances.

Non-divulgation des ententes SOCAN

Il n'y a pas eu de débat à l'audience sur la possibilité d'utiliser les ententes SOCAN comme outil de mesure pour établir le montant des redevances. Il y a eu toutefois des discussions sur la possibilité d'utiliser le Tarif 19 (Exercices physiques et cours de danse) de la SOCAN comme un comparatif. La Commission a informé les parties de son intention de demander à la SOCAN copie des ententes conclues avec les centres de conditionnement physique. La Commission n'a pas transmis aux parties copie de ces ententes et les parties n'ont pas demandé à la Commission de les divulguer. Ré:Sonne a obtenu copie d'une entente entre la SOCAN et un utilisateur et l'a transmise à la Commission comme élément de preuve avec ses soumissions écrites.

La Cour a confirmé que la Commission n'était pas limitée à la preuve présentée par les parties et qu'elle était autorisée à obtenir copie d'ententes confidentielles conclues entre les utilisateurs et la SOCAN. La Cour a conclu que l'équité procédurale n'exigeait pas que la Commission divulgue ces ententes. La Cour a ajouté que la Commission n'avait pas privé injustement Ré:Sonne de son droit de connaître et de répondre à des informations en possession de la Commission. C'est plutôt Ré:Sonne qui a omis de faire une demande à la Commission pour obtenir ces ententes.





Omission de donner avis de la base de la décision

Relativement à l'omission de donner avis de la base de la décision de la Commission, la Cour a conclu que le fait de baser une décision sur un motif qui ne pouvait être prévu par les parties et pour lequel ces dernières n'avaient pas eu l'opportunité de commenter, constituait un manquement à l'équité procédurale. Même si le Tarif 19 de la SOCAN avait fait l'objet de discussions pendant l'audience, la Commission n'a pas basé ses calculs sur les montants payés conformément à ce tarif mais sur des montants réduits et négociés suite à des ententes avec la SOCAN. La Cour a conclu que l'équité procédurale requérait que la Commission avise les parties qu'elle considérait établir le taux des redevances à partir des montants payés en vertu des ententes SOCAN. La Cour a décidé de renvoyer l'affaire devant la Commission afin que les redevances soient déterminées à nouveau pour l'utilisation d'enregistrements sonores dans les centres de conditionnement physique, après avoir divulgué aux parties toute information relative au motif sur lequel la décision était basée et après avoir donné aux parties l'occasion de présenter leurs arguments.

Interprétation de l'article 19 de la Loi :

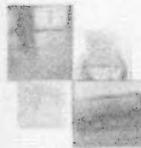
En interprétant l'article 19 de la *Loi* et en concluant que Ré:Sonne pouvait percevoir des redevances pour la rémunération équitable seulement pour le bénéfice des artistes-interprètes et producteurs d'enregistrements sonores l'ayant dûment autorisée à cette fin, la Commission a donné trois motifs. En premier lieu, la Commission a conclu que Ré:Sonne pouvait percevoir des redevances uniquement pour les œuvres de son répertoire puisque la *Loi* ne prévoit pas de régime de licence étendue dans le contexte du régime des droits voisins; deuxièmement, la Commission a

conclu que l'interprétation de l'article 19 proposée par Ré:Sonne n'était pas compatible avec l'article 67.1(4) de la *Loi*. Troisièmement, la Commission a conclu que l'article 68(2)(a)(i) de la *Loi* prévoyait qu'un tarif ne pouvait s'appliquer qu'aux artistes-interprètes et aux producteurs d'enregistrements sonores admissibles à la rémunération équitable en vertu de l'article 20 de la *Loi*.

La Cour a conclu que le premier motif de la Commission soutenait sa décision. La Cour a ajouté quatre motifs additionnels confirmant le caractère raisonnable des conclusions de la Commission sur l'interprétation de l'article 19 de la *Loi*.

1. Une société de gestion collective est définie à l'article 2 de la *Loi* comme une association, société ou personne morale autorisée à se livrer à la gestion collective du droit d'auteur;
2. Les conclusions de la Commission relatives à l'interprétation de l'article 19 de la *Loi* sont conformes à ses décisions antérieures;
3. L'article 67 de la *Loi* impose une obligation aux sociétés de gestion de répondre à des demandes de renseignements relatives à leur répertoire. Si tous les enregistrements admissibles étaient dans le répertoire de Ré:Sonne, cette disposition serait inutile;
4. La Cour a conclu qu'il serait anormal pour une société de gestion de percevoir des redevances pour tous les enregistrements admissibles mais de les distribuer par la suite seulement aux titulaires de droits dans son répertoire et à ceux qu'elle a pu trouver.

Considérant ce qui précède, la Cour a conclu que la décision de la Commission était raisonnable.



Est-ce que la Commission a établi des redevances trop basses pour les activités physiques autres que les cours de conditionnement?

La Cour a noté que cette question n'avait pas été soulevée par les parties lors de l'audition devant la Commission et que cette dernière avait dû utiliser la meilleure information disponible. Puisque les redevances ont été basées sur les ententes confidentielles entre la SOCAN et les utilisateurs, la Cour a annulé cet aspect de la décision de la Commission sur la base d'un manquement à l'équité procédurale. En conséquence, il n'était pas nécessaire d'analyser si les redevances établies étaient trop basses.

31 mars 2014 – CBC c. SODRAC et Astral c. SODRAC à l'égard des licences SODRAC c. CBC et SODRAC c. Astral; CBC c. SODRAC à l'égard d'une décision provisoire sur la licence SODRAC c. CBC, 2014 CAF 84 (Dossiers : A-516-12, A-527-12 et A-63-13), à l'égard de licences délivrées par la Commission

La SODRAC, une société de gestion chargée de l'administration des droits de reproduction de ses membres, a demandé à la Commission du droit d'auteur de fixer les modalités afférentes à une licence devant être accordée à la Société Radio Canada/Canadian Broadcasting Corporation (SRC) et à *Astral Media Inc.* (Astral). La Commission a regroupé l'instruction des deux affaires.

Dans une décision du 2 novembre 2012 (la décision), la Commission a fixé les modalités afférentes à une licence 2008-2012 devant être accordée à ces deux télédiffuseurs. Sous des demandes de révision judiciaire séparées, la SRC et Astral ont demandé l'annulation de plusieurs des modalités de la licence qui leur a été délivrée aux termes de la décision.

Les licences rétroactives délivrées par la Commission le 2 novembre 2012 venaient à échéance les 31 mars 2012 (dans le cas de la SRC) et 31 août 2012 (dans le cas d'Astral). Pour combler ce vide juridique, la Commission a ordonné le 16 janvier 2013 que les licences visant la période 2008-2012 soient prorogées jusqu'à ce que la Commission rende une décision définitive au sujet de la demande présentée par la SODRAC pour des licences pour la période 2012-2016. La décision provisoire de la Commission et une des licences délivrées en conséquence fait l'objet de la troisième demande de contrôle judiciaire de la SRC.

Redevances payables à l'égard des copies éphémères

Les modalités de la licence ont été établies en fonction de l'avis de la Commission voulant que des redevances soient payables à l'égard des copies éphémères (des copies ou des reproductions dont le seul but est de faciliter une activité technologique qui entre dans la création ou la diffusion d'une œuvre audiovisuelle) d'œuvres faites par les diffuseurs dans le cours normal de leurs activités de production ou de diffusion.

Les télédiffuseurs affirmaient que l'adoption de technologies nécessitant la réalisation de copies n'ajoute pas à la valeur de l'entreprise et que, pour cette raison, il n'y a aucune valeur ajoutée à partager avec les artistes qui, incidemment, ne déboursent rien pour l'acquisition et l'entretien de ces nouvelles technologies. Cependant, la Cour a conclu qu'il s'agissait là d'un argument essentiellement économique, à propos duquel la Commission avait entendu de nombreux témoignages avant d'arriver à une conclusion reposant sur un fondement probant. La Cour ne pouvait donc pas modifier la conclusion de la Commission, compte tenu des raisons économiques sur lesquelles cette conclusion se fondait.





Les télédiffuseurs affirmaient aussi que la décision de la Commission omettait de donner effet au principe de la neutralité technologique formulé par la Cour suprême dans l'arrêt *Entertainment Software Association c. Société Canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique*, 2012 CSC 34. [ESA] Bien que les télédiffuseurs ont admis que l'incorporation d'une œuvre musicale dans une œuvre audiovisuelle (synchronisation) est une reproduction qui donne droit à des redevances, ils ont ajouté que les copies de l'œuvre qui sont faites simplement pour répondre aux exigences des systèmes technologiques utilisés par les producteurs et les télédiffuseurs ne devraient pas faire l'objet de redevances. Les changements technologiques ne devraient pas automatiquement donner lieu à une modification des redevances.

La Cour n'a pas accepté ces prétentions, indiquant qu'il est difficile de savoir de quelle manière il fallait aborder la question de la neutralité technologique après l'arrêt *ESA*. Elle a affirmé que dans l'arrêt *ESA*, la Cour suprême ne renversait pas l'arrêt *Bishop c. Stevens*, ([1990] 2 R.C.S. 467), ni explicitement ni implicitement. Par conséquence, la Commission n'avait pas conclu à tort que les copies accessoires sont protégées par le droit d'auteur.

Les décisions de la Commission à l'égard des questions économiques

Les télédiffuseurs ont prétendu que la Commission ne s'était pas acquittée, ou s'était mal acquittée, de son rôle d'organisme de réglementation économique lorsqu'elle avait tiré des conclusions erronées sur un certain nombre de questions qu'elle avait dû trancher pour arriver à sa décision. La Cour a remarqué que les points soulevés par les télédiffuseurs reposaient essentiellement sur la question de

savoir si les copies éphémères ont une valeur économique et, dans l'affirmative, sur la bonne manière de calculer cette valeur pour fixer les redevances.

La Cour a déclaré que ces questions sont susceptibles de contrôle selon la norme de la décision raisonnable puisqu'elles concernent inévitablement le poids à donner à la preuve présentée à la Commission et les conclusions tirées de la preuve. Dans ce contexte, le caractère raisonnable signifie que la décision « appartient aux issues [...] acceptables pouvant se justifier au regard des faits et du droit » : *Dunsmuir c. Nouveau-Brunswick*, 2008 CSC 9.

S'agissant de la valeur des copies éphémères, les télédiffuseurs ont d'abord fait valoir que la valeur rattachée aux copies éphémères était comblée par la licence libre de tous droits octroyée aux producteurs qui avaient payé pour une licence de synchronisation pour une œuvre audiovisuelle. Pourtant, la Commission avait conclu que sur le marché le plus pertinent, soit la province de Québec, les licences libres de tous droits existaient, mais ne constituaient pas la norme. La Cour a conclu qu'il ne lui appartenait pas d'examiner la preuve et de décider si elle en arriverait à la même conclusion. La Commission s'est fondée sur la preuve pour tirer sa conclusion, laquelle était intelligible et appartenait aux issues acceptables pouvant se justifier au regard des faits et du droit.

Les télédiffuseurs contestaient également la conclusion de la Commission selon laquelle le Québec constituait le marché pertinent. Mais la Cour a décidé que, compte tenu du fait que la SODRAC représentait la majorité des titulaires de droits de reproduction au Québec, il n'était pas déraisonnable que le marché dans lequel la SODRAC exerçait ses activités soit le plus pertinent.





La Cour a aussi rejeté les prétentions des télédiffuseurs concernant d'autres questions d'ordre « économique », telles que les redevances de la SODRAC fixées en pourcentage des redevances payables à la SOCAN, et le fait que certaines redevances imposées par la Commission n'étaient pas conformes à ces ratios. La Cour a conclu que ces décisions étaient fondées sur la preuve qui avait été présentée à la Commission. Puisque la Cour a conclu que la Commission possède une expertise dans la fixation des redevances, avait entendu tous les témoins et avait une connaissance approfondie du contexte dans lequel ces questions se posent, elle devrait faire preuve de retenue envers l'expertise de la Commission, à moins qu'il soit démontré que la Commission avait tiré une conclusion déraisonnable. Rien de tel n'a été démontré à l'égard de ces questions.

Licences générales vs transactionnelles

La SRC a fait valoir que la Commission avait outrepassé sa compétence lorsqu'elle avait imposé une licence de synchronisation générale. Elle a prétendu que bien que l'article 70.2 de la *Loi* autorise la Commission à imposer des redevances et leurs modalités avec le consentement de la SRC, il ne comprend pas le pouvoir de décider si les parties concluraient vraiment un contrat de licence. Si les parties ne s'entendent pas pour dire qu'elles veulent conclure un contrat de licence, il n'y aura aucun contrat à partir duquel la Commission pourra fixer les redevances et les modalités.

La Cour a remarqué que, dans les observations qu'elle a présentées à la Commission, la SRC semblait avoir admis que la Commission pouvait imposer une licence générale. Devant la Cour, la SRC a fait valoir que bien que la Commission pouvait imposer une licence générale si elle y consentait, elle ne pouvait le faire sans son consentement.

La Cour a affirmé que si c'était le cas, le pouvoir de réparation que l'article 70.2 confère à la Commission dépendrait du consentement de l'une des parties à l'arbitrage prévu par la *Loi*. À première vue, une telle proposition contredit l'objet de l'article 70.2, qui est de régler les différends que les parties n'ont pu régler elles-mêmes.

Tandis que, selon la SRC, l'arrêt *CTV Television Network c. Canada (Commission du droit d'auteur)*, [1990] 3 C.F. 489, appuie sa thèse, la Cour a déclaré que l'arrêt n'est d'aucun secours pour la SRC, et que le passage tiré de l'arrêt *Bell Canada c. Canada (Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes)*, ([1989] 1 R.C.S. 1722) que « les pouvoirs d'un tribunal administratif doivent évidemment être énoncés dans sa loi habilitante, mais ils peuvent également découler implicitement du texte de la loi, de son économie et de son objet » demeure valable : *ATCO Gas & Pipelines Ltd. c. Alberta (Energy & Utilities Board)*, 2006 CSC 4.

Formule d'escompte

La formule de calcul de l'escompte vise à accorder aux télédiffuseurs un crédit pour la diffusion d'une émission à l'égard de laquelle le producteur a obtenu une licence libre de tous droits de la SODRAC. Pour un mois donné, la redevance qu'un télédiffuseur doit payer à la SODRAC est le taux de redevance net moins le total des escomptes pour les émissions libres de tous droits.



Parce que les redevances qui doivent être versées à la SODRAC ne le sont que pour l'utilisation de la musique du répertoire de la SODRAC, si toutes les émissions utilisant de la musique du répertoire de la SODRAC au cours d'un mois étaient libres de tous droits, la formule devrait donner lieu à un escompte équivalant au total des redevances autrement payables pour le mois en question.

La formule retenue par la Commission aurait calculé l'escompte sur la base du ratio entre le coût de production de l'émission, dans le cas d'une émission de la SRC, et le coût d'acquisition de l'émission, dans le cas d'une autre émission, et les coûts totaux de production et d'acquisition pour la diffusion des émissions par le service au cours du mois. La Cour a déterminé que cette formule n'était pas valide. Si la formule est correctement interprétée, l'escompte devrait être égal au taux de redevance net pour chaque mois au cours duquel toute la musique provenant du répertoire de la SODRAC est libre de tous droits.

Parce que la musique du répertoire de la SODRAC constitue 46,33 pour cent de la musique diffusée à la télévision de la SRC, même si toutes les émissions diffusées dans une période précise étaient libres de tous droits, l'escompte total pour ce mois serait d'environ 46 pour cent, de sorte qu'une redevance de 54 pour cent devrait être versée pour un mois pour lequel tous les droits ont déjà été affranchis. La Cour a jugé que ce résultat était contraire à la loi, en ce sens que des redevances ne doivent pas être versées lorsque les droits relatifs à l'utilisation de la musique ont déjà été affranchis.

Pour que la formule de calcul de l'escompte ait l'effet voulu, le ratio ne doit tenir compte que du coût de production ou d'acquisition de toute la musique du répertoire de la SODRAC qui a été diffusée au cours du mois visé. Lorsque toute cette musique est libre de tous droits, le ratio est égal à 1. Pour cette raison, la Cour a accueilli en partie les demandes pour permettre la modification de la formule de calcul de l'escompte.

Capacité de payer de la SRC

Enfin, la SRC a fait valoir que la Commission avait commis une erreur susceptible de révision en ordonnant une augmentation quatre fois plus élevée des redevances à un moment où, selon la preuve, les revenus de la SRC avaient considérablement diminué et qu'ainsi elle n'avait pas tenu compte de la capacité de payer de la SRC. La Cour a rejeté cette prétention, constatant que le rôle de la Commission en tant qu'organisme de réglementation économique ne s'étend pas à chercher à protéger la SRC des conséquences pécuniaires de ses choix d'émissions.

Licences de la Commission du droit d'auteur

Suivant la décision de la Cour, la Commission a publié sur son site web une copie des licences SODRAC c. SRC et SODRAC c. Astral, telles que modifiées par la Cour d'appel fédérale le 31 mars 2014 (A-516-12 et A-527-12).





Le paragraphe 5.03(2) de la licence avec la SRC énonce maintenant que :

Si une émission de télévision contient au moins une œuvre et que la SRC remet ou a remis à la SODRAC la documentation établissant que les droits visés à l'alinéa 2.01e) ont été libérés à l'égard de toutes les œuvres incorporées à l'émission, la SRC a droit, à l'égard de cette émission, à un escompte de

$$\frac{A \times B}{C}$$

étant entendu que

- (A) représente le taux applicable au service qui diffuse l'émission pertinente,
- (B) représente le coût de production de l'émission, s'il s'agit d'une émission de la SRC, et le coût d'acquisition de l'émission s'il s'agit d'une autre émission,
- (C) représente le total des coûts de production et d'acquisition d'émissions contenant une ou des œuvres diffusées par les services durant le mois

Le paragraphe 5.02(2) de la licence avec Astral énonce maintenant que :

Si une émission de télévision contient au moins une œuvre et qu'Astral remet ou a remis à la SODRAC la documentation établissant que les droits visés à l'alinéa 2.01c) ont été libérés à l'égard de toutes les œuvres incorporées à l'émission, Astral a droit, à l'égard de cette émission, à un escompte de

$$\frac{A \times B}{C}$$

étant entendu que

- (A) représente le taux applicable au service qui diffuse l'émission pertinente,
- (B) représente le coût d'acquisition de l'émission,
- (C) représente le total des coûts d'acquisition d'émissions contenant une ou des œuvres diffusées par le service durant le mois.

Cour supérieure du Québec

24 octobre 2013 – Bell Media c. SODRAC, 2013 QCCS 5203, à l'égard d'une demande de licence par la SODRAC pour Bell Media (auparavant Astral)

Bell Média (Bell) et la SODRAC ont tenté, sans succès, de conclure une entente à l'égard des redevances que Bell devrait payer pour diffuser les émissions contenant des œuvres musicales du répertoire de la SODRAC, pour la période de septembre 2012 à août 2016. Bell invoquait qu'elle devrait bénéficier de nouvelles exemptions de la *Loi* entrées en vigueur en novembre 2012 (par exemple à l'égard des copies de sauvegarde ou des reproductions temporaires), mais la SODRAC n'était pas d'accord.

Par conséquent, la SODRAC a déposé en février 2013 une demande à la Commission afin qu'elle homologue une licence pour la période 2012-2016. En mars, Bell a demandé à la Commission de suspendre cette demande en attendant un jugement de la Cour d'appel fédérale concernant une licence pour la période 2008-2012 puisque ce jugement pourrait avoir des incidences concernant la demande





devant elle. Quelques jours plus tard, Bell déposait une requête pour jugement déclaratoire à la Cour supérieure. Selon elle, en vertu des nouvelles dispositions législatives, elle n'a pas de redevances à verser à la SODRAC pour la période 2012-2016.

La cour a déclaré que bien que la possibilité de procéder par jugement déclaratoire devant la Cour supérieure existe, il est généralement préférable de laisser un tribunal spécialisé, comme la Commission, se prononcer sur une question sur laquelle il a compétence.

La Cour était d'avis que, dans cette affaire, la Cour supérieure est aussi bien placée que la Commission pour interpréter la *Loi*. Néanmoins, parce que la SODRAC a déjà saisi la Commission de ces questions le 4 février 2013, avant que Bell Média ne dépose sa requête en jugement déclaratoire, la cour a déclaré qu'il était approprié de laisser le processus devant la Commission se poursuivre plutôt que de morceler le dossier devant des instances différentes.



Ententes déposées auprès de la Commission



La *Loi* permet à une société de gestion et à un utilisateur de conclure des ententes portant sur les redevances et modalités afférentes à une licence pour l'utilisation du répertoire de la société. L'article 70.5 de la *Loi* prévoit par ailleurs que si l'entente est déposée auprès de la Commission dans les quinze jours suivant sa conclusion, les parties ne peuvent être poursuivies aux termes de l'article 45 de la *Loi sur la concurrence*. La même disposition prévoit que le Commissaire de la concurrence nommé au titre de cette loi peut avoir accès aux ententes ainsi déposées. Si ce dernier estime qu'une entente est contraire à l'intérêt public, il peut demander à la Commission de l'examiner. La Commission fixe alors les redevances et les modalités afférentes à la licence.

En 2013-2014, 177 ententes ont été déposées auprès de la Commission en vertu de l'article 70.5 de la *Loi*.

Access Copyright a déposé 46 ententes autorisant divers utilisateurs, par voie de licence, à faire des copies des œuvres inscrites dans son répertoire. Ces ententes ont été conclues, entre autres, avec des établissements d'enseignement, des écoles de langues, des organismes à but non lucratif et des centres de reprographie.

COPIBEC a déposé 101 ententes, conclues, entre autres, avec divers établissements d'enseignement, municipalités et organismes à but non lucratif.

La CMRRA a déposé 21 ententes. Cinq ententes ont été déposées par la CBRA. Trois ententes ont été déposées par la Société de gestion de l'Association nationale des éditeurs de livres. Enfin, une entente a été déposée par la SODRAC.